

CITÉ UNIE



Les Afriques en débat

SOMMAIRE

LIBAN : APRÈS LA « RÉVOLUTION », C'EST LA DÉSILLUSION <i>Mariette Pfister</i>	4
THE BEIRUT EXPLOSION OF 04.08.2020: A RESIDENT'S PERSONAL REPORT <i>Charbel Matta</i>	6
DOSSIER À LA CITÉ DE LA PAIX, L'AFRIQUE NOUS HABITE <i>Cheikh Ahmadou Bamba Ndiaye</i>	8
DOSSIER REPENSER LES RELATIONS POST-COLONIALES : DÉBATTRE ET RESTITUER ? <i>Justine Soistier</i>	10
DOSSIER DANS LA FABRIQUE DE L'HISTOIRE DES SOCIÉTÉS AFRICAINES <i>Aurel Dewarrat</i>	12
DOSSIER THE PARADOX OF NATURAL RESOURCES AND UNWEALTHY ECONOMIES IN AFRICA <i>Clara Dannepond</i>	14
LA PACTE VERT : VERS UNE EUROPE DURABLE ? <i>Clara Dannepond</i>	16
TURQUIE - UNION EUROPÉENNE : C'EST À L'EUROPE DE FAIRE LE PREMIER PAS <i>Benjamin Dagot</i>	18
L'EXPÉRIENCE PSYCHÉDÉLIQUE : UN COUP DE PIED DANS LA FOURMILIÈRE DU SOI <i>Adam Amrani et Federico Seragnoli</i>	20
ÊTRE VOLONTAIRE, C'EST SE DÉCLARER POUR L'HUMANITÉ CIRCULAIRE <i>Benjamin Dagot</i>	22
LA SURVEILLANCE NUMÉRIQUE EN TEMPS DE PANDÉMIE <i>Ana Cristina Aguilar Viana</i>	23

ÉDITO

Depuis sa création en 2016, Cité Unie écume les mers hostiles de l'actualité internationale à travers le regard de ses résident.e.s. Puis le tsunami 2020 est arrivé... Loin d'être resté inactif pendant cette année chahutée, le journal a continué de publier des articles sur son site web et a connu un renouvellement complet de son équipe. Au gré des confinements, déconfinements et reconfinements, notre petite rédaction est ainsi passée par tous les états d'âme pour vous offrir le magazine que vous tenez entre vos mains.

Avec un design revisité, notre démarche s'inscrit dans la continuité historique du journal : éclairer les enjeux internationaux en s'appuyant sur le bagage intellectuel et culturel unique des quelques milliers de résident.e.s qui composent la Cité universitaire. Alors que la presse écrite se meurt à petit feu dans le monde, et que la pandémie accélère le virage numérique, Cité Unie entend réaffirmer son attachement au papier avec cette nouvelle édition.

L'idée de mettre l'Afrique – ou plutôt les Afriques tant la diversité du continent est éclatante – au cœur de cette édition, a émergé lors d'une réflexion sur la présence modeste des étudiant.e.s africain.e.s à la Cité universitaire. Réflexion qui tombe à pic, puisque les récentes maisons de la Tunisie et de la Francophonie, inaugurées en 2020, ainsi que la future maison de l'Égypte, témoignent de l'augmentation croissante du nombre d'étudiant.e.s africain.e.s à Paris.

Pour entrer dans le vif du sujet, la résidence Lucien Paye, qui accueille de nombreux étudiant.e.s d'Afrique subsaharienne, nous a ouvert ses portes. L'étudiant sénégalais Cheikh Ahmadou Bamba Ndiaye nous raconte son arrivée à Paris et l'atmosphère pétillante qui règne dans sa maison (page 8). D'un autre côté, l'étude du passé de l'Afrique connaît un nouvel élan dans la recherche, comme le témoigne notre interview avec l'historien Mamadou Diouf (page 12). Ce même passé pose aussi des questions brûlantes, à l'image du débat sur la restitution du patrimoine africain (page 10). Enfin, notre dernier article du dossier s'intéresse à la notion de Resource Curse (« la malédiction des ressources naturelles »), qui interroge la contradiction entre la richesse des ressources et la pauvreté économique de certains pays africains (page 14).

Plus que jamais, Cité Unie a besoin de vous ! En ces temps compliqués, notre média a la volonté d'animer la vie de campus qui a si souffert ces derniers mois. Que ce soit en vous engageant auprès de notre journal, en partageant le magazine autour de vous, en nous envoyant vos tribunes, essayons ensemble de créer un espace d'échanges et de débats interculturels. Sans attendre, envoyez-nous vos contributions pour la prochaine édition : article de maximum 800 mots à envoyer jusqu'au 14 Mars 2021 à info@citeunie.org. À vos plumes ! À vos claviers !

*Par Mariette Pfister et Aurel Dewarrat
Rédactrice et rédacteur en chef*

RÉDACTION EN CHEF

Aurel Dewarrat
Mariette Pfister

MISE EN PAGE

Vivek Vora

COUVERTURE

Gabrielle Mechain

RÉDACTION

Benjamin Dagot
Clara Dannepond
Aurel Dewarrat
Mariette Pfister
Vivek Vora

CONTRIBUTIONS

Adam Amrani
Charbel Matta
Cheikh Ahmadou Bamba Ndiaye
Federico Seragnoli
Justine Soistier
Ana Cristina Aguilar Viana

*2021 Cité Unie
Since 2016*

Les points de vue exprimés par
les auteur.e.s ne reflètent pas
nécessairement ceux de la rédaction.

Contact:
info@citeunie.org
www.citeunie.org
www.facebook.com/citeunie/

Cité Unie,
Cité Internationale Universitaire de Paris
Paris 75014

**CITÉ
INTERNATIONALE
UNIVERSITAIRE
DE PARIS**

**AVEC LE SOUTIEN
DU FONDS POUR
LES INITIATIVES
RÉSIDENTES**

Liban : Après la « révolution », c'est la désillusion

Par Mariette Pfister

Un an après les manifestations au Liban qui ont entraîné la démission du gouvernement, le pays se trouve dans une situation de crises multiples. Pour beaucoup de Libanais.e.s, la situation déjà très tendue en raison de la crise économique et politique est devenue insupportable avec l'explosion du 4 août 2020 qui a détruit plusieurs quartiers de la capitale libanaise Beyrouth et traumatisé le pays. Résidente de la Maison du Liban, j'ai interviewé des résident.e.s sur leurs expériences et espoirs.

En face de la Maison internationale se trouve la Maison du Liban (MdL). Si elle semble un peu triste de l'extérieur, elle est pleine de vie à l'intérieur. Pour Mireille, la vie collective avec ses compatriotes la rassure dans la période troublée que son pays vit actuellement : « C'est bien d'entendre l'arabe libanais et de sentir les odeurs de la cuisine libanaise ».

Les résident.e.s me racontent l'espoir et le sens de communauté qu'ils ont ressenti lors des manifestations au Liban à partir d'octobre 2019, appelées *la thaoura* (révolution). Aujourd'hui, l'espoir a fait place à la désillusion. Un résident me confie : « Avec mes amis, nous avons tous participé à la *thaoura*. Maintenant, un an plus tard, nous sommes tous partis et vivons à l'étranger ».

« Je ne crois pas que le Liban puisse changer » : Charbel, assis dans la salle TV de la MdL, est ému. Pendant plus d'une heure, il me parle de son désenchantement par rapport à un changement politique et des dernières années au Liban, pendant lesquelles les crises semblaient s'empirer de plus en plus.

La crise politique et les communautés confessionnelles

Un facteur essentiel pour comprendre les enjeux au Liban sont les 18 communautés confessionnelles reconnues par l'État libanais dont quatre sont musulmanes : les Sunnites, les Chiites, les Druzes et les Alawites ; et 14 chrétiennes, dont les plus importantes en taille et pouvoir sont les Maronites et les Grecs-orthodoxes.

L'appartenance confessionnelle joue un rôle majeur dans la vie des Libanais.e.s, qu'elles le veuillent ou pas. Le système politique se base sur une répartition proportionnelle à partir des confessions. En outre, le système social est davantage assumé par les communautés confessionnelles que par l'État. Les communautés gèrent également des hôpitaux, des médias, des établissements d'éducation, etc. Dans le domaine du droit civil, les droits diffèrent selon les communautés qui possèdent également leurs propres tribunaux.

La guerre civile entre 1975 et 1990 a encore renforcé les scissions sociales, même si les causes et enjeux n'étaient pas limités aux conflits confessionnels. Comme beaucoup de Libanais.e.s, Charbel voudrait dépasser ces divisions, mais n'y croit pas : « J'aimerais bien que le Liban soit une véritable nation, mais pour les gens, leur communauté confessionnelle est bien plus importante que d'être Libanais ». Mireille

souligne : « Nous, on veut dépasser ces divisions, bien-sûr, mais il y a beaucoup de gens pour qui la confession joue un rôle majeur et ces gens font également partie du peuple ».

Marc Ghazali, politologue et activiste libanais, m'explique dans une interview téléphonique que les leaders politiques renforcent le système confessionnel qui est le garant de leur pouvoir, poursuivant la « stratégie du diviser pour régner ».

En outre, les règles de consensus et de veto aboutissent à une impasse politique. L'État libanais ne parvient pas à remplir ses fonctions régaliennes. On gardera à l'esprit les crises des ordures en 2015 et 2019 ou l'incapacité de l'État libanais à maîtriser les incendies en 2019. Les désaccords politiques ont même empêché les législatives (prévues par la constitution tous les quatre ans) pendant neuf ans entre 2009 et 2018 et ont conduit à laisser la place de président vacante de 2014 à 2016.

Depuis quelques années, un mouvement civil a émergé, revendiquant un changement de système politique : dépasser le système confessionnel, renouveler les élites politiques, lutter contre la corruption qui est un des problèmes majeurs.

« Avec mes amis, nous avons tous participé à la *thaoura*. Maintenant, un an plus tard, nous sommes tous partis et vivons à l'étranger ».

Un résident de la Maison du Liban

Crise économique

Au cours des dernières années, les crises économiques et politiques se sont intensifiées. En 2019, la monnaie libanaise a été dévaluée drastiquement et les retraits bancaires très limités. Comme beaucoup de Libanais.e.s, Charbel a perdu ses épargnes : « l'argent que j'ai gagné en trois ans est bloqué dans ma banque. D'ailleurs on ne peut rien acheter avec notre argent ».



© Clara Dannepond

Le premier regard trompe, l'ambiance à la Maison du Liban est très animée et conviviale

La crise économique a entraîné un appauvrissement d'une grande partie de la population libanaise dont la moitié se trouve désormais sous le seuil de pauvreté.

Estelle témoigne : « La crise économique m'a rendue instable et stressée. Je suis venue sans bourse et je comptais sur mes parents pour m'envoyer de l'argent pour vivre. Maintenant je travaille tous les jours pour l'université et j'ai trouvé un travail en plus le samedi ».

Les décisions prises par le gouvernement libanais dans ce contexte de crise économique, notamment ses plans d'introduire une taxe sur les appels Whatsapp, ainsi que la corruption parmi les élites politiques, ont été les déclencheurs des manifestations en octobre 2019. Par conséquent, le premier ministre Saad Hariri a démissionné. Le nouveau gouvernement sous Hassan Adib n'est pas parvenu à améliorer la situation économique, aggravée encore par la pandémie du Covid-19.

Le 4 août 2020, une double explosion dans le port de Beyrouth a détruit plusieurs quartiers de la capitale libanaise. Le port se trouvant à quelques centaines de mètres du centre-ville, l'explosion a entraîné des dommages désastreux : plus de 200 morts, 6 500 blessé.e.s. Des hôpitaux, des écoles, des églises, des musées et d'autres institutions ont été démolies, trois cent mille personnes se trouvent sans maison.

Ce jour-là, Charbel était en train de rentrer du travail au centre-ville de Beyrouth, quand il entendit et sentit l'explosion (témoignage en pages 6-7). Trois mois après l'explosion, les Libanais.e.s sont toujours sous le choc : « Les gens sont devenus fous. À la maison, où tu es censé te sentir en sécurité, tu es en danger, tu peux mourir ».

Mireille témoigne des nuits blanches qu'elle passe depuis : « Mon bureau était complètement détruit. Heureusement que j'étais juste arrivée à la maison quand l'explosion s'est passée. Pendant des nuits, je ne pouvais pas dormir, ma mère non plus ».

L'origine de ces explosions était une charge de 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium, un produit très explosif, qui a été entreposé dans le port de Beyrouth pendant plus de six ans, alors que les responsables étaient informés et que son explosivité était également connue.

Pour Charbel, les explosions sont le résultat d'échecs

politiques : « Je suis sûr qu'elles auraient pu être empêchées très facilement ». À la suite de nouvelles manifestations qui ont suivi les explosions, le gouvernement d'Hassan Diab a démissionné - après seulement six mois au pouvoir.

Depuis, la formation d'un nouveau gouvernement s'est avérée difficile, notamment dû à des revendications des partis chiites Hezbollah et Amal que les leaders des autres communautés ont refusé. Finalement, c'est l'ancien premier ministre Saad Hariri qui a été désigné comme nouveau premier ministre en octobre 2020 - un an après sa démission suite à la *thaoura* en octobre 2019.

Sa nomination est une gifle pour celles et ceux qui y ont participé et qui ont rêvé d'un nouveau système politique.

« Une année de folie pour qu'à la fin on retourne au point de départ ». Mireille me confie qu'elle se sent coupable d'avoir abandonné au moins temporairement la lutte pour un changement politique au Liban depuis son arrivée en France. Elle ajoute : « je pense que par le simple fait que tout le monde quitte le Liban, c'est qu'il y a un sentiment qu'il n'y a plus grande chose à faire. On a fait la *thaoura*, ça n'a pas vraiment réussi. Après, il y a eu cette explosion désastreuse. Maintenant, on ne sait plus quoi faire, donc on part. C'est le désespoir ».

Dans une cuisine de la MdL, quelques résident.e.s préparent des manaïches, une spécialité libanaise. Quand une personne évoque la nomination de Saad Hariri, un résident fait un geste avec sa main, comme s'il voulait faire disparaître un moustique. D'un ton ironique et résigné - un ton que la plupart de mes interviewé.e.s ont adopté - les étudiant.e.s sont d'accord : de toute façon, rien ne changera au Liban, le futur se trouve à l'étranger.

Mariette Pfister, 25 ans, est étudiante en M2 d'Études Européennes à la Sorbonne Nouvelle - Paris 3. En licence, elle a étudié les Relations Internationales et Communication et Médias à Erfurt (Allemagne) et à l'Université américaine de Beyrouth (Liban). Dans ce cadre, elle a travaillé sur le système politique libanais et effectué un stage journalistique au quotidien libanais The Daily Star. De nationalité allemande, elle a résidé l'année dernière à la Maison du Brésil et habite depuis septembre 2020 dans la Maison du Liban. Elle est co-rédactrice en chef de Cité Unie.

The Beirut Explosion of 4th of August 2020: A Resident's Personal Report

Par Charbel Matta

On August 4, a double explosion in Beirut's harbour destroyed several districts of the Lebanese capital, injuring 6 500 and killing more than 200 people, three hundred thousand Lebanese lost their homes. In addition to the physical damage, the explosion traumatised the Lebanese who, out of the sudden, at home or at work, were hit by the explosion that killed their beloved, destroyed their houses and left the country in a chaotic situation. Charbel Matta, Lebanese resident at CIUP, was in Beirut at the day of the explosion. He tells us about his personal experience. La Rédaction.

In the present article, I will try as much as I can, through my modest and incapable words, to draw you a general picture of what I have witnessed on the 4th of August 2020 in our beloved Beirut.

None of the following contains any sort of exaggeration or amplification for the sake of dramatization, nor do I proclaim any supreme objectivity as this reflects my own perception and personal experience of the event that ripped to shreds the heart of our country and its people.

The article consists of a series of descriptive chronological "screenshots", grained in my mind and spirit from the moment of the explosion.

Just to provide you with some quick general background to further understand the state of mind of the Lebanese people, the average Lebanese in his twenties has already experienced/witnessed/survived at least a dozen of political assassinate explosions since the beginning of the 2000's, in addition to the 2006 Israeli offensives and bombardments through all Lebanese lands, and not forgetting the continuously emerging foreign jihadists/terrorists extremists clashes and attacks every once in a while in several Lebanese regions and borders. The older generations have even survived more bitter experiences, including the Lebanese Civil War from 1975 to 1990, the Syrian occupation until 2005, the Israeli invasion of 2006, the constant internal and external conflicts and oppressions... Briefly, as Lebanese, we are sub-consciously in a vigilant state to "expect and accept" the worst inevitable incoming spectacle.

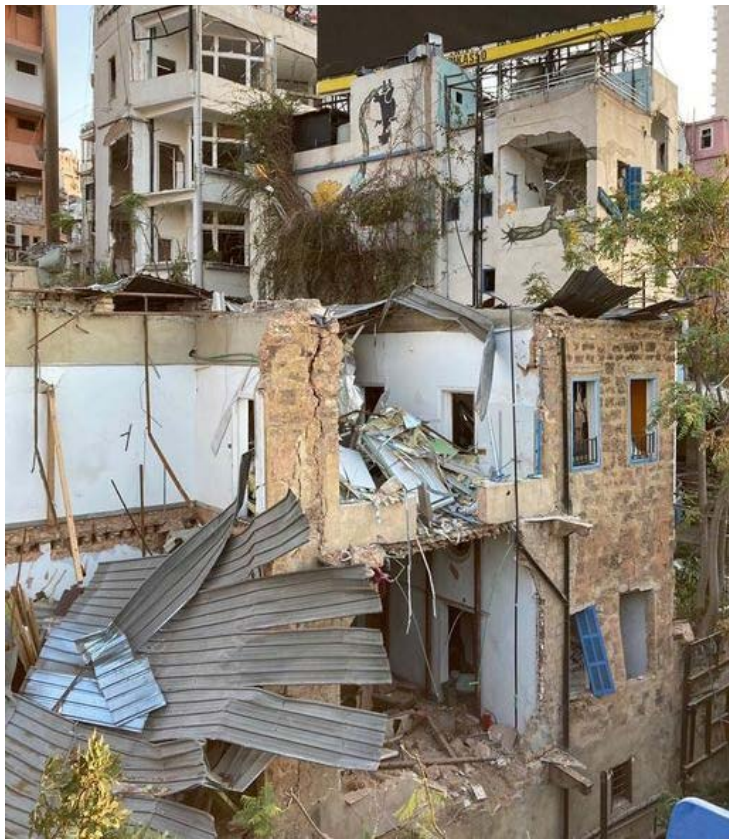
However, the 4th of August explosion that rocked the port of Beirut was by far the most catastrophic incident that took the misery of a country and its population to the next level. Everyone has probably seen several videos of the moment of the explosion and the following events to have an idea about the enormity of the massive blast. In accordance with the media records, the explosion was felt in several Middle East and European countries up to more than 250 km (160 mi) away, and it was detected by the United States Geological Survey as a seismic event of magnitude 3.3, considered one of the most powerful non-nuclear explosions in history.

Scene 0: Tuesday, August 4 at 6 pm, my colleagues



The building of Saifi Urban Gardens and Café Em Nazib, a very frequented hostel and restaurant in Beirut, before the explosion...

and I are preparing to leave our office in Hamra (a 3 min drive away from Beirut port) at the end of the usual working day. 6:08 pm, I am walking on the street towards my car, when I notice in the sky some strange orange yellowish cloud flashing uncommonly from behind the tall buildings facing me from the Beirut sea side area. It was probably the matter of seconds or less but I remember very well, (one) ignoring it at first instance and continue walking normally for a few steps, (two) feeling the extraneous induced blast wave shocking me from both sides, and then (three) hearing the massive booming of the explosion that shook the hell out of me. Like a crazy three year old boy, I started running in the middle of the road in the opposite direction. In my confused background mind, I just realized it was an explosion, and I directly started associating it with a certain political assassination event, as the general political and socio-economic situation in Lebanon was favorable for such a scenario (unfortunately it was much worse). When I looked back a few seconds later, all the glass from the vitrines behind me had fallen on the ground, most windows of the high towers had fallen or was hanging



©Sana Assch

... and after the explosion on the 4th of August 2020

with threads on the outside, all the cars had their windows shattered, but I was not hurt.

Scene 1: I am back in front of our office building, near the *Banque du Liban* which is a secured area, and where security army officers got out on the street with some of them with only their underwear on and guns on their waist, trying to realize what had just happened. Moments later, we began to realize the real misery of the awful incident. We started seeing injured people in their cars or on their bikes driving and shouting on their way to the hospitals with scratches on their body, on their heads and on their distorted faces. Ambulance sirens were heard everywhere, and all we could see was chaos. The phone and internet network had gone down, so nobody near me could know what had exactly happened and we couldn't communicate with anyone to see if they were safe or not.

Scene 2: Around 7:30 pm, I am in Ashrafieh, everything is destroyed around me, complete chaos. Blood, shattered glass, demolished buildings, smashed cars... I can't even see the asphalt on the roads. Injured people are everywhere around me. All I can hear is screams and shouts, with continuous ambulance sirens in the background along with the buzzing of the helicopters that were deployed to start extinguishing the explosion fire in the port. The streets were all closed in Beirut, either with fallen concrete blocks, ruins, trees, smashed cars, or with the traffic of people rescuing themselves or their loved ones to the hospitals. The civil people are taking care of the many unfortunate injured ones on the spot, as the ambulances and medical emergency teams couldn't cover the massive need for rescue and help.

Scene 3: The phone network is back, so I call my mother to tell her I am okay and I check on my colleagues and friends that live in the area (luckily, none of the people I know was severely injured). I was informed that the Saint George Hospital (Roum hospital) was hugely damaged and any sort of help was urgently needed there. When I

arrived there, I saw the most traumatizing, catastrophic, disastrous scene that I could imagine. The hospital building was completely destroyed and deprived from power. Ambulances and medical staff were working on evacuating the patients that were already in the fifteen-floor hospital: by the time of the explosion, there were old people in intensive care rooms or medical machines, patients under operations, women in labor, children and cancer patients (this was the case of two other hospitals also in Beirut)... Doctors and nurses were treating the incoming injured people on the streets and in a nearby parking lot. The average and minor injuries and open wounds were treated on the spot with the surgical staple gun or quick stitches without any anesthetics. Many cases were more critical and needed immediate intervention, so operation spaces were mobilized outside, and as it started to become dark in the night, doctors were operating under the light of the cell phones.

Scene 4: Some people couldn't be rescued; there are dead people on the floor, covered with sheets and blankets, some of them are severely burnt or disfigured, and others were recognized from the stuff they had in their pockets. People are coming to ask about their friends, their parents or their children, to check if they are among the living or the dead. I return home around 3:30 am, people all over Lebanon were invited to rush to the nearest hospitals for blood donations as there were more than 6 000 injured caused by the explosion. Beirut was demolished, knocked down, people were murdered and massacred inside their homes, inside their safe space, we lost everything, in just seconds.

Scene 5: The light of the grieving sunshine the next day, revealed the horror of the clearer picture of the induced damage. Funerals were taking place in the entire country, people are fueling up on mixed feelings of anger, mourn, sorrow, betrayal while burying their loved ones. At the same time, we see hope and will on the face of all the young people who went down on the streets of Beirut to clean up all the damage, to restore the houses, to help the ones in need... but the responsible for this terrible crime should pay the price.

Scene 6: Saturday August 8 around 5 pm, thousands of Lebanese are on the martyr's square and streets of Beirut screaming and shouting against the government and pouring their anger against whoever is responsible for this crime.

Moments later, as the movement began to rise, army and internal forces officers were deployed, followed by rubber (and live) bullets that were shot at us, along with tear gas bombs and physical power to try to disperse the people and suppress any potential protest or revolution. This is how is covered the crime of massacring a whole nation.

Charbel Matta, 26 years old, is a civil engineer graduated from the Lebanese University in 2017. He came to France in September 2020 to pursue a master's degree at the Ecole des Ponts ParisTech and Centrale Supélec. He is currently resident of the Maison du Liban.

À la Cité de la Paix : L'Afrique nous habite !

Par Cheikh Ahmadou Bamba Ndiaye

À la Résidence Lucien Paye, nous sommes 66 nationalités venues du monde entier. Dans nos murs chargés d'histoire, nous recréons chaque jour notre Continent, l'Afrique. Celle que nous chérissons, celle à laquelle nous aspirons. Pour mieux vous raconter mon séjour, je vous parlerai de mes rencontres.

Je suis venu en France pour étudier, mais je me réveille tous les matins en Afrique. Je ne me rappelle pas quel jour je suis arrivé à la Résidence Lucien Paye. C'était à la fin du mois d'août 2017. Je ne saurais pas non plus vous dire qui m'a ouvert la porte. Qui j'y ai vu en premier. Qui m'y a accueilli.

Je me vois juste au rez-de-chaussée inférieur, avec mes valises, dont un long sac marin treillis emprunté à mon père. Une grande aire de jeu, dotée d'un babyfoot et d'un billard, ainsi qu'une machine à sucreries et à café, s'ouvrent à moi. Je me précipite vers ma droite, hésite rapidement entre emprunter le petit escalier et remonter la pente qui lui est juxtaposée. Je ne me rappelle pas mon choix.

Quel est mon sentiment à la vue du long corridor blanc, à l'entrée duquel je me suis hissé ? Ai-je remarqué les petits points noirs qui parsèment sa peinture, comme des grains de beauté ? Ou me suis-je plutôt placé devant le miroir géant pour soigner ma mise, me sourire à moi-même ? Me dire que je suis vilain. Ou me faire le serment d'exceller, de bien me conduire, sous ce toit chargé d'histoire.

Le savoir, à tout prix

Les portes des chambres se font face à face. Elles se saluent. Je tourne la tête de part et d'autre, identifie la rangée des chiffres pairs et m'avance jusqu'au 0.1.2. C'est ici mon nid, mon antre, mon lieu de travail : ma nouvelle Afrique, dans la Cité de la Paix. C'est de là que je partirai chaque matin, à la conquête du savoir, pour honorer la raison de ma présence en France.

« Les premiers jours, voire les premières semaines, sont toujours drôles. La timidité est ambiante. Les salutations sont courtes, presque murmurées. L'on se croise, se remarque, s'observe, et peut-être s'épie, sans trop se parler, se présenter. Puis, un beau jour, c'est l'éclosion. »

Le savoir, celui-là qui m'a fait sortir du cœur du Sénégal, de ma Diourbel natale, à l'âge de onze ans, pour me dire de le retrouver au Burkina Faso, est un trésor exigeant. Durant sept ans, au Prytanée Militaire de Kadiogo, je l'ai courtisé. Je l'ai convoité. Je l'ai produit. Pour s'assurer qu'il nous est cher, il nous éprouve en nous demandant de nous éloigner des nôtres. De ceux-là que nous aimons le plus au monde.

En prononçant la basmala (une prière), j'ouvre la porte de ma chambre. Une dizaine de mètres carrés, une étagère à deux niveaux pour mes livres, plusieurs lampes, la vue sur le jardin : me voilà satisfait. Je n'ai pas besoin de plus pour me mettre au travail. Dans l'armée, nous partagions les chambres. Ici, seules les cuisines et les toilettes sont communes. Le partage de ces espaces peut être inconfortable pour certains, surtout pour ceux qui n'ont jamais eu à le faire, mais c'est aussi cela la vie d'étudiant. De nouvelles expériences, pas toujours les plus faciles. Des compromis. Du stress. Des fins de mois difficiles. Et parfois, au moins une fois, de la précarité : ce moment où nous ignorons les gargouillis du ventre, restons concentrés sur nos cours, parce qu'il n'y a aucun centime dans les poches, dans les tiroirs, sous les lits. Sans savoir si demain sera meilleur.

Les premiers jours, voire les premières semaines, sont toujours drôles. La timidité est ambiante. Les salutations sont courtes, presque murmurées. L'on se croise, se remarque, s'observe, et peut-être s'épie, sans trop se parler, se présenter. Puis, un beau jour, c'est l'éclosion. Toutes les interrogations et toutes les curiosités couvées se libèrent. Comme pour rattraper le temps perdu, l'on veut savoir, tout de suite, comment s'appelle son voisin, d'où il vient, ce qu'il étudie, depuis quand il est dans la Résidence, ce qu'il est en train de cuisiner... Le parcours de chacun est détaillé, ses ambitions déclinées, et à la fin de ces échanges préliminaires, le plus téméraire des interlocuteurs demande à l'autre de lui rappeler son prénom. L'autre le lui donne, et s'assure, lui aussi, qu'il a bien mémorisé le prénom de sa nouvelle connaissance.

L'on se dit enchanté, toujours impressionné par le parcours, la personnalité, de l'autre. Quelque part, dans un coin de sa tête, un projet d'amitié s'écrit tout seul. L'on se sépare de l'autre avec, en mémoire, ses plus intéressantes phrases et ses vues, qui nous offrent de nouveaux angles, de nouvelles perspectives. De nouvelles réflexions. Pourquoi, regrette-t-on, ne faire connaissance avec l'autre que maintenant ?

Inventer l'avenir

Les couloirs, les cuisines, l'aire de jeux, la salle télé, s'animent. Deviennent plus vivants. L'on s'y croise, s'y retrouve, amorce ou continue une discussion. Sur

des sujets variés, le football et le basketball (ces moments où je reste silencieux), le mal du pays, la charge de travail dans les cours, le climat, mais avec une constante,



©Cheikh Ahmadou Bamba Ndiaye

l'incontournable : la politique. La politique en Afrique. La politique internationale. L'Afrique dans le monde.

Tout nous ramène à la politique. Elle se glisse, se faufile, dans nos discussions, même lorsqu'on est là... pour célébrer un anniversaire, partager un brunch ou un dîner. Elle nous tient éveillés, surtout les samedis soirs, parfois jusqu'à trois heures du matin. Environ dix dans une chambre, et de nouveaux visages au fil des rencontres, improvisées la plupart du temps, nous partons de l'actualité. Ou d'un sujet qui tient à cœur l'un de nous.

Ishimwe parle d'éducation, de mentorat, de networking, d'inclusion, de reconstruction postgénocide. Paul Bamazé s'insurge contre le complexe intellectuel, culturel et revendique la liberté d'être soi-même. Diengoye, qui nous accueille le plus souvent, n'est pas d'accord avec le sort réservé aux enfants nés hors-mariage dans la société sénégalaise. Khadim, fin observateur de la politique américaine, pense que l'administration est la clef de voûte du développement.

Maha, qui vient de former un binôme avec Shiraz, se souvient de ses étudiants, tombeurs d'El Bechir. Elle veut briller dans la médecine, en gardant son voile, pour être un modèle d'excellence, la voix de toutes les femmes soudanaises. Mallé est convaincu que l'Afrique n'imposera pas le respect sans doter, à l'intérieur, ses citoyens de moyens de subsistance, d'un pouvoir économique. Ndèye Fatou estime que les collectivités locales débordent d'idées, et qu'elles peuvent faire des merveilles, si on parvient à les mobiliser.

Mon Ancien du Prytanée, Siaka, nous raconte comment il s'est battu pour arrêter sa carrière d'officier de l'air, et mener sa thèse en psychologie. Ezé, mon autre Ancien, virologue et bon causeur, nous explique la nature du coronavirus. Et en passant, nous relate comment son laboratoire et lui, au Burkina, se battent pour ne pas laisser le crédit de leurs travaux tomber sous le monopole des laboratoires d'Occident. Leur compatriote, Malick, mise sur sa thèse en agronomie pour booster les récoltes de

nos Paysans. Avec d'autres étudiants africains, il a fondé deux bourses destinées à deux étudiants en master restés au pays. Tout comme Alhassane et Seydou ont créé Yelentic, une plateforme offrant des contenus pédagogiques et des services d'orientation aux élèves et étudiants de notre Continent.

Yacine alerte, reste vigilant, ne veut pas que nous commettions les mêmes erreurs que nos aînés, qu'il accuse d'avoir démissionné de la politique. Rygoh, esprit flamboyant, prépare, à côté de sa thèse, deux romans à la fois. L'un d'eux observe le deuil des victimes de la crise ivoirienne de 2010. Kanta s'apprête à retourner servir au Sénégal, comme l'un des rares oncologues. Il le sait, la donne doit changer : et nous comptons sur lui dans ce champ. Sokhna, Ibrahima, Alexandre, font aussi la navette. Les difficultés du pays, ils les connaissent, mais n'ont pas peur de les affronter.

Samba, ingénieur financier, prépare l'après-CFA et nos futures politiques monétaires. Ce, au grand bonheur de Barkaï, notre invité permanent, qui nous rappelle que c'est de l'intérieur, sur place, que l'on est plus efficace. Et Moïse, et Adama, et El Hadji, et Oumy, et les frères Ba, et Nelly, et Dolo, et Miranda, et Mamadou, et Makandia, et Demba, et Thierno, et Elysée, et Rémi, sont tous ici, ou y sont passés, avec leurs talents, leur singularité, leurs vertus, prêts à faire entendre l'Afrique !

Nous sommes prêts

Cette Afrique-là, ils ne sont pas les seuls à me la faire aimer, à me la rappeler. Je la vois dans l'attitude de Tonton Wagué, calme, méticuleux et digne, avec son petit bonnet. Je l'entends dans les prières de Tonton Mafolo et de Tonton Sylla ; dans les blagues de Tata Dorinda ; les « mon fils ! » de Tata Sira ; les fous rires de Tonton Cissé ; la détermination de Tonton Talibé ; le dynamisme de Tonton Mady. Je la sens dans la finesse de Tonton Oumar ; dans la sympathie des grands Bakary et Alioune. Sa sagesse est dans les mots de Tonton Fonkoua, qui me rappelle que « Césaire a travaillé sur Cahier d'un retour au pays natal durant cinq ans ; et Maran, sur Batouala, durant dix ans. »

Dans ceux de Tata Angèle, pour qui « les milliards de la terre ne valent pas un être humain ». Ou encore dans ceux de Tonton Camara qui, pour en avoir fait l'expérience toute sa vie, m'assure, parmi tant d'autres leçons, que : « Recevoir c'est bien, mais redonner c'est mieux ». Avec Tata Madeleine, Moustapha et Rabi, nous avons célébré ensemble l'arrivée d'Adja Marième, ma femme. J'ai quitté le 0.1.2, et nous avons emménagé au fond du corridor blanc, parsemé de grains de beauté.

Comme tous nos prédécesseurs, nous quitterons Lucien Paye prêts, enrichis, reconnaissants, enthousiastes et plus mûrs. Plus que tout le monde, nous nous rappellerons ce lieu. Il a abrité nos amitiés, et nos premières années de mariage.

Cheikh Ahmadou Bamba Ndiaye est Ancien Enfant de Troupe du Prytanée Militaire de Kadiogo (Burkina Faso). Diplômé en Droit (Sciences Po Paris et Panthéon-Assas), et étudiant en Politiques de Communication (Paris-Saclay), il est l'auteur du blog *Assumer l'Afrique*.

Repenser les relations post-coloniales : débattre et restituer ?

Par Justine Soistier

Le débat sur la restitution d'objets d'art africain a longtemps été ignoré et cantonné aux relations diplomatiques entre les États. Depuis quelques années, de nouveaux acteurs s'emparent de ces problématiques, notamment en raison d'un rapport renouvelé au passé colonial. Pour éclairer cette question du retour d'une partie du patrimoine africain, les chercheurs ont aujourd'hui la tâche importante de faire parler les objets afin d'en comprendre leur origine et leur parcours.

Certains musées européens, notamment le musée du Quai Branly à Paris, regorgent d'objets d'art qualifiés « d'extra-européens ». Parmi ces objets, ceux provenant du continent africain sont pour la plupart arrivés en Europe au cours de trois périodes : à partir de la fin du XIX^e siècle, avec le début de la colonisation ; au milieu du XX^e siècle, temps des grandes expéditions ethnographiques, et au lendemain des indépendances dans les années 1960.

Le mode d'acquisition d'un grand nombre de ces objets, principalement pendant la colonisation, est problématique. Ils sont parfois le fruit de butins de guerre, de pillages, de vols ou d'achats à vil prix. Or si la légalité de leur acquisition est contestable aujourd'hui, ces artefacts font partie du domaine public français et sont en conséquence considérés comme inaliénables.

Cet obstacle juridique à la restitution semble toutefois surmontable puisqu'une loi a été adoptée par l'Assemblée nationale le 17 décembre 2020. Il est intéressant de noter qu'il ne s'agit toutefois pas d'une loi pouvant créer un cadre juridique pour de futures restitutions puisqu'elle ne s'applique qu'à vingt-sept objets. Celle-ci prévoit, entre autres, le retour de trois statues anthropomorphes représentant les rois du royaume d'Abomey (sud-ouest de l'actuel Bénin), exposées jusqu'à maintenant au musée du Quai Branly (voir illustration). Ces œuvres avaient été prises au sein du palais royal lors d'une expédition menée par le général Dodds en 1892 et envoyées au musée du Trocadéro en tant que butin de guerre en 1893.

La question de la restitution du patrimoine africain suscite un réel débat dans la société française. Celui-ci s'est cristallisé à la fin de l'année 2017 à la suite du discours du président français Emmanuel Macron à l'Université Joseph Ki-Zerbo de Ouagadougou au Burkina Faso. La formule du chef d'État – annonçant vouloir que « d'ici cinq ans les conditions soient réunies pour des restitutions temporaires ou définitives du patrimoine africain en Afrique » – a marqué les esprits. Cette prise de parole a initié une nouvelle phase de réflexion sur le patrimoine africain dont s'est emparée la société civile en Afrique ainsi qu'en Europe. Nous vivons donc une période propice au retour du débat, un temps de télescopage des intérêts et des réflexions.

La question n'est pourtant pas nouvelle. Les années 1960 ont marqué l'indépendance des États africains et le début de la question des restitutions. Le Congo, le Nigéria ou encore l'Algérie ont demandé et obtenu le

retour de certaines collections. Ces retours ponctuels se sont faits parallèlement à la construction des nouveaux États. Plus tard, de nombreux chercheurs, intellectuels et artistes africains ont appelé au retour des objets africains. L'École du Patrimoine Africain créée en 1998 est un autre acteur de ce mouvement. Présente dans 26 pays africains, un de ses objectifs est la réappropriation du patrimoine culturel par les publics africains et elle forme de nombreux conservateurs de musée.

Pendant longtemps, la scène internationale a été le principal lieu de dialogue autour de la question. Les conventions de la Haye de 1954, de l'Unesco de 1970, ainsi que la résolution de 1974 de la même institution mentionnant « la perte de biens culturels due à la colonisation et à l'occupation étrangère » sont autant de manifestations d'une réelle préoccupation. De plus, l'appel d'Amadou-Mahtar M'Bow, alors directeur de l'UNESCO, le 7 juin 1978, invitait déjà les médias ainsi que l'opinion public à « susciter dans le monde un vaste et fervent mouvement d'opinion pour que le respect des œuvres se traduise [...] par le retour de ces œuvres à leur terre natale ». Ces occurrences multiples démontrent l'existence d'une volonté profonde d'engager un débat autour de la restitution du patrimoine, en particulier en Afrique.

Ces appels sont pendant longtemps restés lettre morte, les États et musées européens faisant la sourde oreille. Dans les années 1990, la France a répondu ponctuellement à certaines demandes. Jacques Chirac a restitué des manuscrits coréens et Nicolas Sarkozy des sculptures Nok au Nigéria. Cependant, ces gestes s'apparentaient davantage à des cadeaux offerts au gré de la bonne volonté du gouvernement en place. Il existait parallèlement une forte réticence européenne tant de la part du corps politique que du monde muséal. En 2002, dix-neuf musées d'Europe et d'Amérique du Nord ont signé une déclaration « sur l'importance et la valeur des musées universels ». Celle-ci a pour but de placer ces institutions occidentales en réceptacles et garantes du patrimoine de l'humanité, ce faisant elles excluent les musées africains et évacuent la question des restitutions.

Les musées français ont longtemps refusé d'évoquer ces dernières. Mais depuis quelques années, un réel débat est en train de se construire et les positions évoluent. Le retour de la question coloniale ainsi que l'interrogation sur la représentation de l'altérité dans la société sont deux facteurs qui témoignent d'une mutation du débat et du dépassement des acteurs étatiques. La refonte de certains musées « ethnographiques », comme en témoigne l'ouverture du Quai Branly en 2006, a modifié



© Wikimedia Commons, domaine public

De gauche à droite : Statue royale mi-homme mi-lion du roi Glèlè, Statue royale mi-homme mi-oiseau du roi Ghézo, Statue royale mi-homme mi-requin du roi Béhanzin.

Ces trois grandes statues royales (royaume du Dahomey), actuellement exposées au musée du Quai Branly, vont être transférées à la République du Bénin dans le courant de l'année 2021. Autrefois chargées de substances magiques, le rôle de ces statues était de protéger les soldats. Ces personnages hybrides, mi-homme, mi-animal, reprennent les emblèmes des rois : l'oiseau cardinal au plumage rouge feu pour le roi Ghézo, le lion pour Glèlè, et le requin pour Béhanzin. Avant de partir au combat, les soldats leur promettent la victoire et des trophées dans la case du Courage. Ces grandes statues, qui subliment le caractère surhumain des monarques, précédaient parfois les armées en campagne et participaient au défilé annuel des richesses du royaume.

le regard porté sur les collections africaines. Ce mouvement est encore incomplet, le public est aujourd'hui en quête d'informations face à des objets lointains historiquement et spatialement, informations qui restent encore évasives ou fragmentaires. Les artistes contemporains africains sont aussi des acteurs de cette question et participent activement à la discussion qui entoure les restitutions. Les élites économiques se saisissent également du sujet, l'investissement de quinze millions d'euros par le milliardaire

George Soros dans des associations chargées d'encourager les restitutions démontre l'importance de la question.

Étudiante en Histoire à l'École normale supérieure (Ulm), **Justine Soistier** s'intéresse au rôle du butin de guerre dans la politique coloniale en Afrique de l'Ouest. Ses recherches portent plus précisément sur l'origine et la resémentation du « trésor de Ségou », pris au Mali en 1890 par l'armée coloniale française.

Dans la fabrique de l'histoire des sociétés africaines

Par Aurel Dewarrat

Comment écrire l'histoire des mondes africains aujourd'hui ? Mamadou Diouf, historien sénégalais et professeur à l'Université Columbia à New York, esquisse quelques réponses sur les différentes manières de construire des récits historiques.

Délaissée des programmes scolaires et universitaires, l'histoire des mondes africains reste aujourd'hui largement méconnue. Cette ignorance participe pleinement à la perception encore prégnante et souvent inavouable de l'Afrique comme une masse continentale indifférenciée. Cette même ignorance mène parfois jusqu'au déni d'une histoire de l'Afrique, que l'on pense au discours de Nicolas Sarkozy à Dakar en 2007, où il estimait que « l'homme africain n'est pas assez rentré dans l'Histoire ». Mais au lieu de se contenter d'une critique de la permanence des stéréotypes, qui soit dit en passant permet de refouler ses propres préjugés, pourquoi ne pas dépasser ce constat et brusquer cette ignorance en plongeant enfin dans une histoire au long cours des sociétés africaines ?

Si je vous dis : royaume du Ndongo, royaume du Cayor, royaume d'Abomey, royaume du Kongo, empire du Mali, empire Ashanti, empire Songhaï, cela ne vous dira probablement pas grand-chose. Même pour l'étudiant en histoire que je suis, abreuvé par l'histoire européenne depuis le début de mes études, je dois avouer non sans malaise que je demeure dans un champ de connaissance quasiment vierge. Il faut dire que pendant longtemps, étudier les sociétés africaines revenait en réalité à étudier l'Europe en Afrique, à travers l'histoire de la colonisation et de la traite atlantique.

Depuis le début du XXI^e siècle, les recherches s'attachent désormais davantage à faire une histoire du point de vue des sociétés africaines. En France, la création en 2019 de la chaire, « Histoire et archéologie des mondes africains », au Collège de France, témoigne de ce nouvel élan. Pour un observateur occidental, ce décentrement du regard est alors salutaire car il permet de sortir d'une conception évolutionniste de l'histoire. Cette conception, souvent inconsciente car intériorisée, est problématique car elle postule l'idée d'un progrès historique unique, en considérant par exemple le passage de la chasse et cueillette à la sédentarisation comme une étape inéluctable des sociétés humaines. Or, sachant qu'il existe encore des populations de chasseurs-cueilleurs en Afrique, ce schéma doit forcément être abandonné car il dénierait toute historicité à ces sociétés qui font bien partie de notre temps.

Afin de poursuivre la réflexion et d'entrer modestement dans ce foisonnement historiographique, l'historien sénégalais, Mamadou Diouf, professeur à l'Université Columbia à New York, nous donne quelques pistes sur la manière dont peut s'écrire l'histoire des sociétés africaines aujourd'hui. Par ses différents ancrages en Europe, en Afrique et aux États-Unis, c'est un observateur idéal pour offrir un éclairage sur ces questions.

Vous êtes un historien sénégalais. Vous avez réalisé votre thèse à Paris. Vous êtes aujourd'hui professeur à l'Université Columbia à New York. Quel regard portez-vous sur la position de l'observateur qui écrit l'histoire des sociétés africaines ? Depuis où s'écrit et depuis où devrait s'écrire l'histoire africaine ?

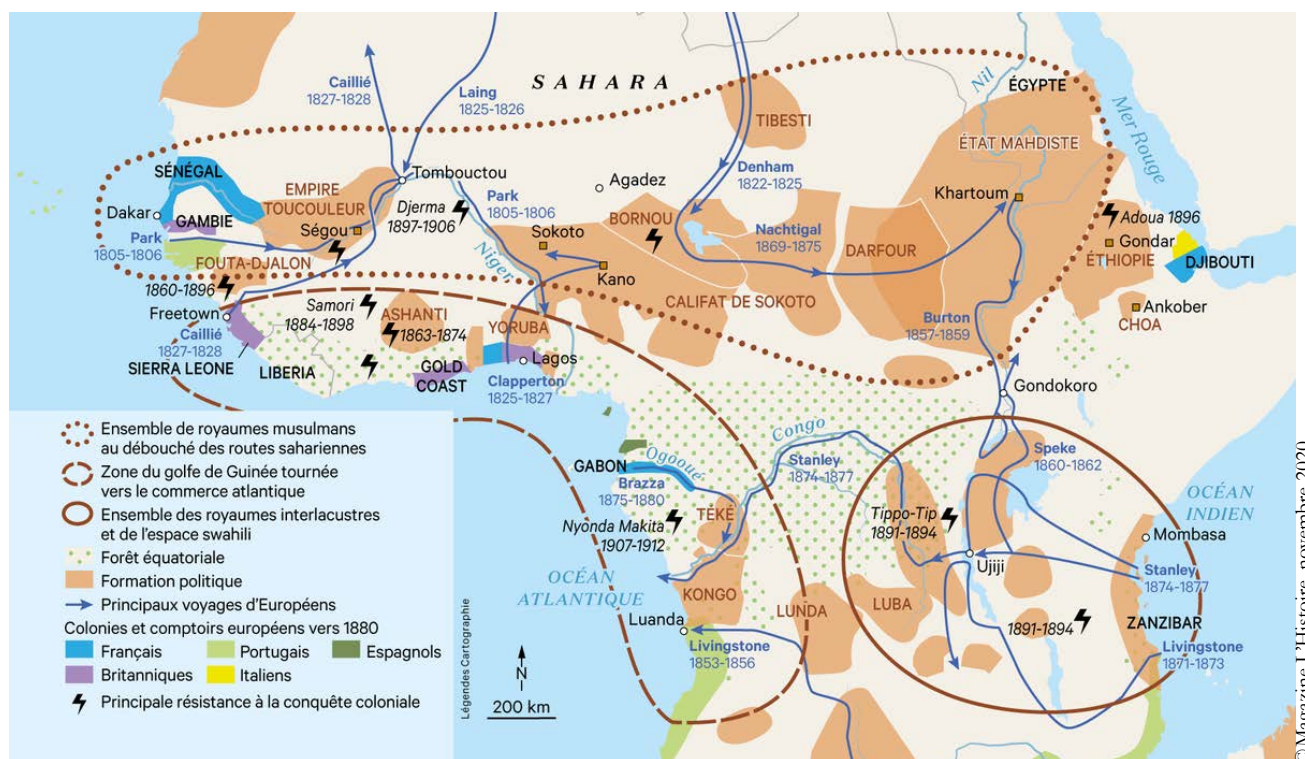
Il n'y a aucune raison de revendiquer une écriture autochtone de l'histoire de l'Afrique. L'Afrique fait partie du monde et son histoire est une histoire du monde et de l'humain. Chaque histoire particulière d'une société doit s'inscrire dans un dessin plus large, l'histoire de la condition humaine dans ses différentes manifestations. Il faut donc écrire une histoire qui respecte la pluralité des trajectoires historiques et la pluralité des dessins humains, autant dans leurs réussites que leurs échecs.

Comment écrire cette histoire ?

L'intérêt est d'écrire une série de récits qui disent d'où ils viennent et comment ils sont construits. L'histoire construit des interprétations différentes qui doivent être portées par des projets révélés. Il y a plusieurs manières d'écrire l'histoire à l'intérieur d'une société. Par exemple, l'histoire des subalternes n'est pas l'histoire des élites. Pour les universitaires, l'histoire s'inscrit dans un projet institutionnel. Grâce à l'institutionnalisation des pratiques du métier d'historien, un historien chinois formé à la discipline historique peut ainsi parler, par exemple, de l'histoire du Sénégal avec un historien français. On peut être en désaccord sur la manière avec laquelle les évidences sont construites, et à partir desquelles on produit un récit historique. Mais cela est différent de l'histoire extraordinairement politique de l'histoire orale des sociétés africaines qui est construite sur une certaine compréhension du passé qui est différente du projet professionnel que je porte en tant qu'universitaire.

Comment se défaire de l'eurocentrisme quand on observe les sociétés africaines ?

Aujourd'hui, on se situe dans des territoires épistémologiques d'une connaissance qui peut être découplée de son environnement d'origine. Il s'agit donc de tester des concepts qui ne sont pas forcément limités aux sciences sociales et aux humanités occidentales. Ces concepts ne sont pas stables, il faut donc constamment les resituer dans des cadres culturels et des trajectoires historiques différentes. Il faut comprendre ces concepts à l'intérieur de la tradition qui les a produits, et les mettre à l'épreuve hors de leur territoire de production. L'« opération intellectuelle », que j'emprunte à Michel de Certeau, repose sur des opérations de mise à l'épreuve, de construction des archives, d'interprétations, et toute interprétation en histoire est provisoire.



L'Afrique subsaharienne et ses différents royaumes en 1885 offrent une image renouvelée du continent

Quand l'histoire se retrouve face à la littérature

Critique – L'histoire n'est pas la propriété exclusive des universitaires, et la littérature a aussi son mot à dire sur le passé des sociétés humaines. Le roman, *Camarade papa*, de l'écrivain franco-ivoirien Gauz est le parfait exemple d'un apport fécond de la littérature à la compréhension de l'histoire. Publié en 2018, ce petit livre traite de la rencontre coloniale entre les Français et les sociétés autochtones en Côte d'Ivoire actuelle, à la fin du XIX^e siècle. Gauz souhaite dépasser les récits surplombants et manichéens de la colonisation en renouant avec un récit à hauteur d'homme. Une première temporalité suit la trajectoire de Maxime Dabilly, un Français ordinaire qui s'engage dans l'aventure coloniale. À ce premier récit se superpose une seconde temporalité, un siècle plus tard, d'un enfant ivoirien exilé avec ses parents communistes à Amsterdam, qui retourne en Afrique.

En insérant une dimension humaine souvent oubliée, Gauz entend ainsi casser l'image héroïque des explorateurs coloniaux. Avant de lutter contre des sociétés supposées « sauvages », ceux-ci doivent surtout lutter contre

leur propre ignorance de l'environnement et la dysenterie. De même, loin de se contenter d'une position dominée, les sociétés locales sont parties prenantes des jeux du pouvoir. On note aussi l'importance mise sur les interprètes, des personnages hybrides qui, en faisant la jonction entre deux mondes, disposent d'un rôle essentiel dans les transactions.

Le récit est d'autant plus troublant qu'une grande partie des personnages, lieux et populations sont avérés historiquement. Il faut dire que l'écrivain préparait son roman depuis longtemps en se nourrissant à la fois d'ouvrages historiques, d'archives coloniales, et en déménageant à Grand Bassam, en Côte d'Ivoire, où le récit se déroule. Évidemment, ce roman mêlé de personnages historiques reste avant tout une fiction, mais la richesse des réflexions que sa lecture suscite affine à coup sûr le regard que l'on porte sur la colonisation. À croire que, parfois, le « mentir-vrai », qui peut définir la littérature, a beaucoup à apprendre à l'Histoire, ce « roman vrai » comme l'appelait l'historien Paul Veyne.

« La terre est un alibi, la richesse une esquivé, la civilisation une escroquerie. Le caoutchouc, le bois, le café, l'ivoire, l'or, les pagens anglais, le savon de Marseille, l'eau de Cologne, le gin hollandais, les parapluies, l'aiguille, le fil à tresser, les routes, le télégraphe..., tout n'est que prétexte. La vie seule compte. Celle qu'on perd, celle qu'on donne. Cette chose qui se joue là n'est pas nous, et elle n'est pas eux. Ensemble, nous devons lui trouver un nom autre que celui que l'on écrira dans les registres de la colonie enfantée avec elle. »

Gauz, Camarade Papa, Paris, Nouvel Attila, 2018, 192 pages



The Paradox of Natural Resources and Unwealthy Economies in Africa

Par Clara Dannepond

We could think of the abundance of resources as a blessing, but history and economics show us it is more a curse. Africa is home to 30% of the world's mineral reserves and 40% of the world's gold. Despite the abundance of natural resources, Africa remains one of the poorest continents of the globe. Explaining this paradox shows us the complex reality of the Resource Curse.

In 1997, two American economists Jeffrey Sachs and Andrew Warner made an important observation: countries rich in natural resources tend to perform badly in their economies. It is not only a scattered observation, but a general correlation that is illustrated with a negative relationship between the export of natural resource and the GDP growth per capita. In other words: the more a country exports resources (in percent of its GDP), the lower is its real GDP growth per capita.

As the paper of Sachs and Warner states: "None of the countries with extremely abundant natural resources in 1970 grew rapidly for the next 20 years. Moreover, most of the countries that did grow rapidly during that period started as resource-poor, not resource-rich".

Many Sub-Saharan African countries have clear indicators showing that they experience the Resource Curse phenomenon. Despite their abundance of oil, diamonds and other precious minerals, the average income in Sub-Saharan African countries such as Angola, Nigeria, and Sudan is low and their health indicators are poor.

Many economists have tried to look for the reasons behind this paradox and debates are still ongoing. Authors state different reasons for this phenomenon and the presented resource curse concept is just one theory. Furthermore, it is not meant to explain the whole economic situation of a country that is way more complex, but it can show us some reasons for the here discussed paradox.

The Dutch Disease

The Dutch Disease designates the situation when a country has an export whose performance on world markets is so strong that it appreciates the real exchange rate of that country and makes it harder to export other goods and services. This phenomenon is called the Dutch Disease because, at least supposedly, the Dutch suffered from this problem in the 1960s after a major discovery of natural gas.

We could think that it might be a good thing to have a really strong exporting sector, but a strong exchange rate will make it harder for that country to have other competitive export industries. The economy relies entirely on scarce resources, and when these latter run out or when they are not controlled efficiently, the

country is left with only a small industrial sector.

Linking the Dutch Disease to the Resource Curse, we can observe that some countries with high levels of scarce resources were not able to diversify their economy as much as they should have, relying on the one single strong commodity doing well on world markets. The overall economy can de-industrialize, further intensifying the dependence on natural capital. Therefore, in most African countries, natural capital accounts for between 30% and 50% of total wealth. It can also inhibit the growth of human capital as the workforce is employed in low-skilled manual labor (mining).

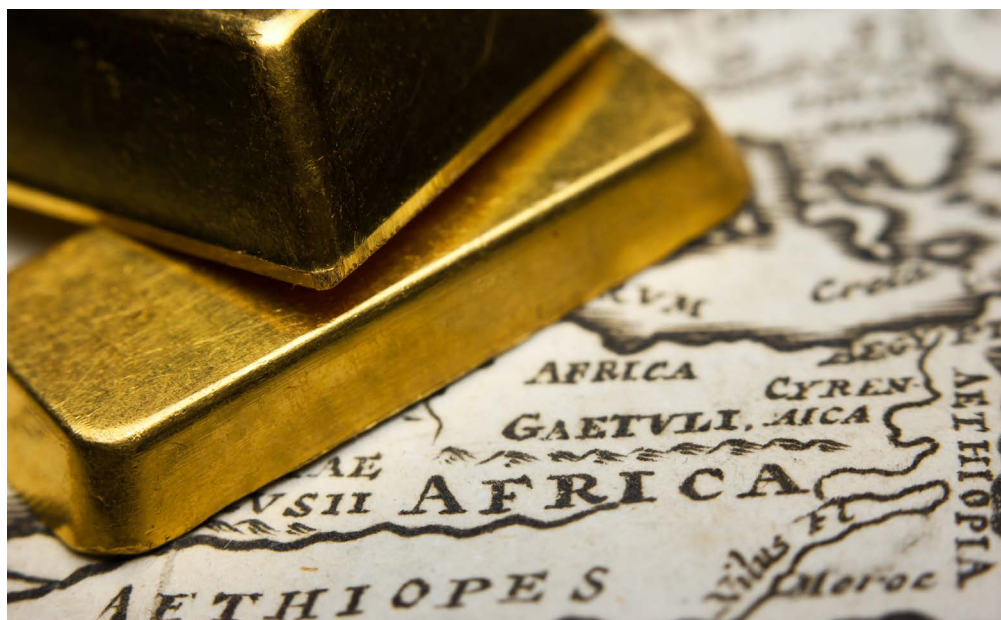
"One of the surprising features of modern economic growth is that economies with abundant natural resources have tended to grow less rapidly than natural-resource-scarce economies"

Natural Resource Abundance and Economic Growth, Jeffrey D. Sachs & Andrew M. Warner

Democratic Republic of Congo (DRC) is an example of such a strong connection: More than 90% of its exports are raw materials (minerals and oil) out of which 40% are to China, making its economy highly dependent on both the evolution of the commodity cycle and Chinese demand.

The DRC's highly specialized economy remains vulnerable

Democratic Republic of Congo's economy reflects the phenomenon of the Natural Resource Curse. The country is considered to be a real "geological scandal" because of its very rich subsoil, full of mineral resources (as being the largest producer of copper in Africa, the world's largest producer of cobalt; having coltan, gold, diamonds). Yet, the DRC is the 8th poorest country in the world and has not met any of the UN Millennium



©Shutterstock, Corlaiffra

Development Goals. With a 2018 GDP of \$48.46 billion, or \$496 per capita, its development indicators are lagging far behind UN objectives. While the poverty rate has improved from 71.4% in 2005 to 63.4% in 2012, the DRC has made no progress in its global Human Development Index (HDI) ranking of 176th out of 188 countries in 2018, which remains below the average for Sub-Saharan Africa. This leads to other issues impacting the economic development of the country.

Civil wars and conflicts

A country rich in high-value resources is more likely to have civil wars and conflicts to take control over those minerals. In Congo, Angola and Sudan, conflicts are at least partly related to resources.

In addition to being at the source of conflicts in order to take control of them, high-value resources are used to finance militias and weapons, from the money they get by selling them to multinationals. The United Nations Environment Program (UNEP) shows that within the last 60 years, at least 40% of all intrastate conflicts have a connection to natural resources. According to the UNEP, since 1990, at least “18 violent conflicts were fueled through the exploitation of mineral assets, like timber, diamonds, gold, minerals, and oil, or ones like fertile land and water”. Civil wars have endless negative consequences, and one of which is to delay economic development, as they lead to wasted resources, use of the labor factor in unproductive activity, and shrike foreign investment. The link between natural resources and civil wars is not direct, as conflicts appear more predominantly with unstable governments. Yet, mineral wealth may worsen institutions as it strengthens the political and economic power of dictators, as it raises the value of being in power and induces politicians to expand the public sector, to bribe voters, and to lack transparency...

Weak Institutions

Putting labor and capital into one single major commodity also leads to a problem with the income distribution. A natural resource owned by a relatively small number of individuals or by a government and that this is not spreading into a more general middle-class prosperity. Natural resources rent may crowd-out any other profitable investment and activity, as education, institutions that are not immediately rent-seeking activities.

Limits of the concept

While many countries that are rich in resources have shown signs of the Resource Curse, the concept has limits. First of all, the phenomenon is not homogeneous. Countries such as Norway and Canada, very rich in natural resources, have shown extremely good economic performance. Reasons to explain these exceptions are numerous. For Norway, it is said that the country discovered oil when the population already had a functioning representative democracy with strong institutions. That way, oil revenue could be redistributed efficiently to citizens. Norway is also focused on exchange rate stability, avoiding the so-called “Dutch Disease”. In the second place, the concept of Resource Curse is just one explanation of the paradox of resources and poverty.

Talking about African countries, we have to highlight the effect of colonialism on the economic growth of the colonized countries. European countries exploited natural resources of African soils during centuries, generating a lot of wealth without redistributing the revenue to the population. The primary sector developed during these times, where the local labor force was exploited to extract resources, which were then shipped to Europe. Now, former African colonies struggle to diversify their economy, one of the results of European hegemony on resources. Furthermore, the Resource Curse theory considers instability of political systems and civil wars as one consequence of resources and as one reason for badly performing economies. However, the instability of political systems has more complicated reasons, part of which we can also find in the history of colonialism.

Finally, colonialists were highly interested in resources which we might, in some other way than Sachs and Warner, think of as another kind of a resource curse.

To go further: How Europe Underdeveloped Africa by Walter Rodney (1972)

Land of Tears: The Exploration and Exploitation of Equatorial Africa by Robert W. Harms (2020)

Clara Dannepond étudie actuellement l'Economie en Master 2 à l'Université Panthéon-Sorbonne, après être passée par Dauphine. Elle s'intéresse particulièrement à l'économie de l'environnement et à l'apprentissage de nouvelles langues étrangères, ce qui lui a permis de vivre dans plusieurs pays à travers le monde. Elle est également rédactrice de Cité Unie.

Le Pacte vert : vers une Europe durable ?

Par Clara Dannepond

En décembre 2019, deux semaines après son entrée en fonction comme présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen a présenté le Pacte vert pour l'Europe. Un plan ambitieux visant à faire de l'Europe le premier continent zéro carbone d'ici 2050. Presque deux ans plus tard, et une pandémie mondiale toujours en cours, que peut-on dire de ce plan historique ?

En comparant le Pacte vert au « Man to the Moon moment » de l'Europe, von der Leyen envoie un signal fort : les 30 prochaines années de politique économique de l'Union européenne (UE) seront orientées vers la réduction des émissions carbone du continent.

Le Pacte vert, aussi connu sous le nom du « European Green Deal » est un ensemble d'initiatives visant à atteindre, à l'échelle de l'Union Européenne, l'objectif de zéro émission nette de carbone d'ici 2050 et une réduction de 50 à 55 % des émissions d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 1990). Les objectifs sont de mobiliser des investissements durables et d'apporter un soutien aux territoires qui seront touchés économiquement par la transition vers la neutralité carbone. C'est par exemple le cas de la Pologne qui dépend du charbon comme source de revenus et d'emploi.

La présidente de la Commission assure ne laisser personne sur le bord de la route, et que « soit cette transition fonctionnera pour tout le monde et sera juste, soit elle ne fonctionnera pas ». Mais les instruments sous-jacents qui permettraient de rencontrer les objectifs du Pacte vert sont complexes et multiples.

Des instruments économiques pluriels pour des objectifs ambitieux

L'innovation joue un rôle central dans la transition vers de nouveaux modèles économiques. Ces innovations devront naître en grappe dans tous les secteurs de l'économie (énergie, transports, technologies de production...) afin que le nouveau modèle soutenable soit plus efficace que celui que l'Europe souhaite quitter. Pour cela, la Commission insiste sur l'importance des « technologies numériques, [qui] s'avèrent d'une importance cruciale pour atteindre les objectifs fixés par le Pacte vert en matière de développement durable ». Elles permettraient « d'accélérer et d'optimiser l'impact des politiques de lutte contre le changement climatique et de protection de l'environnement ».

Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières est un autre point crucial du plan. Il s'agit d'une taxe carbone sur les produits importés en provenance de pays tiers (donc des pays non membres de l'UE) ayant des réglementations environnementales moins strictes. L'objectif est multiple. Il permet de réduire l'empreinte carbone européenne qui représente selon le Commissariat Général du Développement Durable (CGDD) 57 % de l'empreinte de la France. Le mécanisme permet de

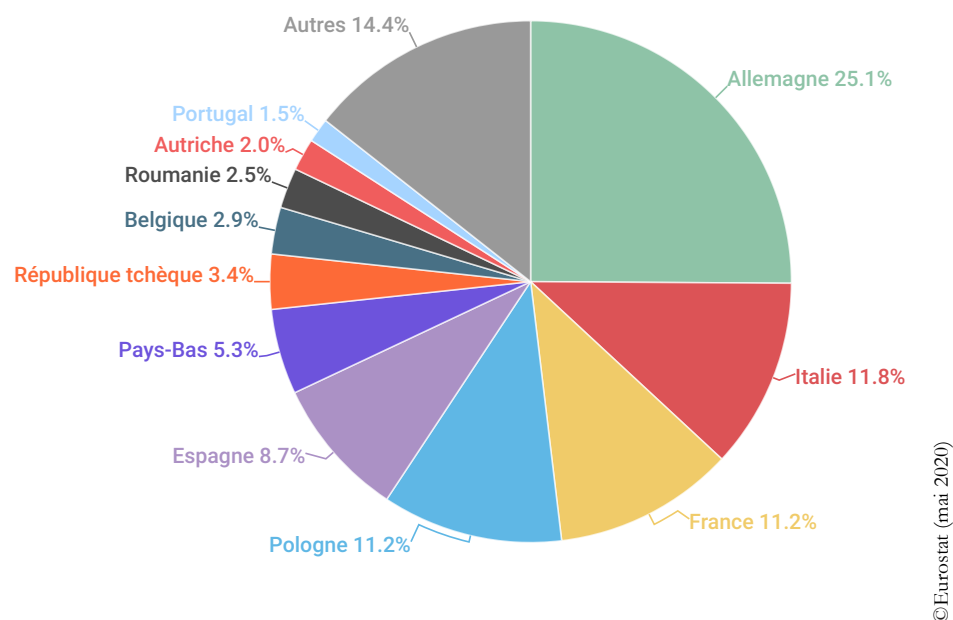
préserver la compétitivité des entreprises soumises à des réglementations environnementales ambitieuses, et à inciter les partenaires commerciaux de l'UE à réduire leurs émissions. Selon l'économiste Paul Malliet dans un rapport de l'Agence de la transition écologique (Ademe), « le débat actuel sert déjà d'outil diplomatique pour inciter les partenaires de l'UE à donner un prix au carbone ». Mais le risque de rétorsions de la part des États-Unis et de la Chine (qui génèrent à eux seuls 38% des émissions mondiales de carbone) ne peut être négligé.

Ce dispositif est particulièrement intéressant car les recettes fiscales sont récoltées par l'UE et servent à financer des projets de transition énergétique et environnementale. Selon une étude de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) et de l'Ademe, cette taxe serait efficace et relativement juste pour les ménages modestes. Cependant, ce mécanisme est complexe à mettre en place : comment le définir et comment évaluer l'empreinte carbone d'un produit ?

Le développement de l'économie circulaire est un autre instrument explicité dans le pacte pour transformer l'économie de l'UE. Selon Eurostat (l'agence européenne chargée des études statistiques), le taux d'utilisation circulaire de matières en pourcentage de l'utilisation totale des matières dans l'UE est de 11,7 %. Pour augmenter la part des matières récupérées et réintroduites dans l'économie – économisant ainsi l'extraction de matières premières primaires – dans l'utilisation globale de matières, le Green Deal souhaite créer un marché unique et intégré afin d'inciter au recyclage.

Enfin, une mesure primordiale est la taxation de l'énergie à l'intérieur du marché commun et la fin des subventions accordées aux énergies fossiles. La fiscalité énergétique doit être en phase avec l'ambition du Pacte vert. Selon le Réseau Action Climat et l'Institut d'Émission d'Outre-Mer, les pays de l'UE dépensent 4 milliards d'euros par an en subventions directes aux énergies fossiles dont de 44 % concernent le secteur des transports. Le prix des transports polluants devra donc refléter son impact sur l'environnement.

Actuellement, les secteurs maritimes et de l'aviation profitent d'exonérations fiscales sur leurs carburants et combustibles. Selon un communiqué de la Commission, il conviendra « d'étendre au secteur maritime le système d'échange de quotas d'émissions et de réduire les quotas alloués gratuitement, dans le cadre de celui-ci, aux compagnies aériennes ». Dans l'UE, la combustion d'énergie reste la principale source d'émission de gaz à effet de serre (78 %), incluant la production d'électricité et de chaleur ainsi que les transports.



Part dans le total des émissions de CO2 de l'UE en 2019

Une transition énergétique vers les énergies renouvelables est nécessaire pour atteindre les objectifs du Green Deal, mais elle est souvent jugée très coûteuse. Les coûts fixes élevés pour investir dans les énergies renouvelables et l'instabilité des bénéfices font partie des principaux obstacles au retard que prend la transition, même s'il est important de souligner que les coûts d'investissement des énergies renouvelables ont été considérablement réduits en raison du progrès technique et des courbes d'apprentissage dans leur production et dans leur installation.

Qu'en est-il presque deux ans plus tard ?

La crise sanitaire que nous traversons peut être de mauvais augure pour la réussite du Pacte vert. Rencontrer des objectifs de neutralité carbone d'ici 2050 implique des actions fortes aujourd'hui. Pourtant, les dirigeants européens ainsi que l'opinion publique se concentrent plus sur la relance économique que sur les objectifs environnementaux promis.

Il est important que l'Union Européenne ne perde pas de vue ses objectifs, mais au contraire que les réponses de l'Europe face au ralentissement économique servent la transition au lieu de lui nuire.

Dans le cadre de son plan de relance post-Covid-19, la Commission propose 750 milliards d'euros sous forme de prêts et de subventions. Ce nouvel instrument s'appelle Next Generation EU, il s'appuie sur 500 milliards d'euros de subventions et 250 milliards de prêts. Cela constitue une occasion sans précédent pour les pays de l'UE de faire face au ralentissement économique tout en rencontrant les objectifs du Green Deal.

Les États membres moins volontaires que la Commission européenne

Si la Commission affiche une volonté d'allier relance économique et objectifs écologiques, les États membres se montrent plus réticents et rien n'indique que les fonds seront strictement alloués à des investissements compatibles avec l'environnement. La Fondation Nicolas Hulot s'inquiète des conditions avec lesquelles ces fonds seront distribués : « Le plan de relance proposé par la présidente marque un tournant majeur. Historique, ce

plan peut le devenir si dans les faits il permet de financer une sortie de crise basée sur la conversion écologique de l'Europe ». Si des dirigeants comme Emmanuel Macron affichent une volonté d'accélérer le processus de transition verte, certains pays de l'Est de l'Europe et dont l'économie repose sur le charbon, restent plus frileux.

Des objectifs suffisants ?

Pour certains activistes, les objectifs du Pacte vert ne sont pas suffisants pour lutter contre le réchauffement climatique et atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat. Par exemple, Greenpeace dénonce, dans une déclaration, les actions jugées trop timides de la Commission européenne et des États membres : « Alors que la crise climatique s'accélère, la Commission européenne s'embourbe dans une course de lenteur. Les objectifs retenus sont incompatibles avec les dernières recommandations scientifiques. L'Union européenne doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 65% d'ici 2030, soit bien plus que la réduction de -50% à -55% proposée. Elle doit atteindre la neutralité carbone en 2040 au plus tard – et non pas en 2050. Avec ce pacte vert, l'Union européenne échoue à rattraper son retard par rapport aux objectifs de l'accord de Paris ». De même, le groupe des Verts du Parlement européen a proposé à la Commission un texte de loi alternatif, en décembre 2019, qui réclame la neutralité carbone pour 2040.

Un autre point contesté est l'absence de l'énergie nucléaire dans la stratégie écologique de la Commission. Si quelques activistes mettent en avant les risques de cette technologie, d'autres constatent qu'il est actuellement illusoire d'atteindre l'objectif de neutralité carbone sans le nucléaire. Finalement – bien que la Commission insiste sur l'importance des innovations et des nouvelles technologies – il n'existe pas à l'heure actuelle de technologies suffisamment élaborées pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique, nous obligeant ainsi à repenser profondément notre mode de vie et notre consommation d'énergie.

Clara Dannepond étudie actuellement l'Économie en Master 2 à l'Université Panthéon-Sorbonne, après être passée par Dauphine. Elle s'intéresse particulièrement à l'économie de l'environnement et à l'apprentissage de nouvelles langues étrangères, ce qui lui a permis de vivre dans plusieurs pays à travers le monde.

Turquie - Union européenne : c'est à l'Europe de faire le premier pas

Par Benjamin Dagot

L'Union européenne n'a pas été capable de réagir à l'unisson face aux déclarations inquiétantes et provocations insultantes de Recep Tayyip Erdogan à l'encontre du Président français ainsi qu'à l'attitude géostratégique agressive de la Turquie, notamment dans le bassin méditerranéen. L'escalade diplomatique entre Ankara et Paris est dangereuse et c'est bien à l'Union européenne de faire le premier pas pour apaiser des tensions qui pourraient se transformer en conflit. Des preuves de respect, des réformes juridiques et propositions communes entre l'UE et la Turquie sont autant de pistes à explorer.

L'été 2020 avait été le théâtre d'une escalade diplomatique et militaire entre Athènes et Ankara qui se disputent des gisements d'hydrocarbures en Méditerranée. Les mois d'octobre et novembre ont connu de nouvelles passes d'armes, cette fois entre la Turquie et la France. Le Président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, a appelé à un boycott des produits français et a émis des doutes sur la santé mentale d'Emmanuel Macron après que ce dernier ait réitéré son soutien à la liberté d'expression et à la caricature lors de l'hommage rendu au professeur assassiné Samuel Paty.

Dans le cadre de cette actualité, l'exécutif français donne contre en voulant imposer la formation d'imams locaux, ce qui « contrarie la politique d'influence de la Turquie via la religion » indiquait *Le Monde* le 26 octobre 2020. Ainsi pour le Président turc, son homologue français, « a des problèmes avec les musulmans et l'islam ».

Le chef de la diplomatie européenne, l'espagnol Josep Borell, a qualifié d'« inacceptables » les propos tenus par le chef d'Etat turc à l'égard d'Emmanuel Macron. Il a aussi adressé un « Appel à la Turquie à cesser cette spirale dangereuse de confrontation ».

Au-delà de ces épisodes, c'est l'attitude géostratégique de la Turquie dans le bassin méditerranéen, la mer Egée et la mer Noire qui inquiète l'Union européenne. Pour preuve, un bateau de recherche pétrolière, escorté de navires militaires turcs, navigue toujours dans les eaux chypriotes.

Recep Tayyip Erdogan déclare le 26 août 2020 sur sa chaîne officielle YouTube que dans la civilisation turque :

« La conquête [...] c'est établir, dans la région conquise, la domination de la justice que Dieu a ordonnée », que « La Turquie prendra ce qui est en son droit dans la Méditerranée, la mer Egée et dans la mer Noire. [...] nous sommes déterminés à faire tout ce qui est nécessaire politiquement, économiquement, ou militairement. Nous invitons nos interlocuteurs à se mettre en ordre et rester éloignés des erreurs qui pourraient ouvrir la voie de leur destruction. Nous voulons que tout le monde constate que la Turquie n'est plus un pays dont on peut tester les limites de sa patience ou sa détermination, ses capacités et son courage. Si nous disons que nous le ferons, alors nous le ferons ».

En tout premier lieu, force est de constater que de telles affirmations donnent froid dans le dos et auraient bien mérité des condamnations fermes, notamment des Américains et des Européens.

Les Européens, faute de consensus et d'être une puissance géopolitique crédible, n'ont toujours pas adopté une position claire vis-à-vis du président Erdogan sur de nombreux sujets : migratoire, militaire, énergétique, géopolitique. Comment alors désamorcer ces tensions ?

Quand on est poli...on évite de faire trop patienter

Tout d'abord, l'Union européenne, puisque Erdogan parle de patience, pourrait-elle enfin respecter la Turquie en lui signifiant clairement que le processus d'adhésion à l'Union est non seulement stoppé mais que l'adhésion n'est pas ou plus possible. L'UE n'a que trop longtemps laissé le gouvernement turc dans l'expectative. Si la Turquie elle-même ne semble plus avoir aucune intention de rejoindre l'UE, la moindre des courtoisies serait de ne plus la faire patienter. Question de respect qui a vraisemblablement pu froisser la Turquie. Ce geste,



peut-être constructif, constituerait un premier pas vers plus de respect dans les relations euro-turques.

Envoyer des signes positifs sur la question migratoire

D'un autre côté, il faut reprendre le travail de réforme de l'édifice juridique migratoire européen qui est complètement caduque. Le règlement Dublin III de 2013 impute au premier pays d'accueil l'examen de la demande d'asile d'un réfugié. En d'autres termes, on a délégué la responsabilité d'« accueil » à trois ou quatre pays (notamment la Grèce, l'Espagne et l'Italie) qui crient au secours depuis lors. On a depuis envisagé une solution de relocalisation des réfugiés et migrants par quotas dans l'ensemble des États-membres de l'UE. Mais plusieurs États-membres, notamment d'Europe centrale et du nord y ont opposé un refus catégorique dès 2015. Rappelons que dans l'UE, les questions de politique étrangère et de défense sont des décisions qui doivent être adoptées à l'unanimité au sein du Conseil européen (chefs d'États et de gouvernements) ou de l'Union européenne (ministres).

La solution toujours en place tient donc en un accord migratoire UE-Turquie conclu en 2016. Un accord par lequel la Turquie s'engageait tout d'abord à accueillir les migrants illégaux arrêtés en Grèce et venus de son territoire ainsi qu'à exercer des contrôles à ses frontières pour enrayer l'immigration illégale.

Cet accord sert directement Erdogan, dans ces négociations avec l'UE, qui a menacé à plusieurs reprises de laisser entrer des réfugiés en Europe. Des menaces mises à exécution en février et mars 2020 lorsque plus de 20 000 migrants et réfugiés s'étaient massés à la frontière gréco-turque. Souvenons-nous des terribles images de personnes bloquées par des barbelés ou stoppées parfois violemment par les autorités grecques.

Sur la migration, le couple franco-allemand ne devrait pas hésiter à se montrer plus volontaire pour remettre le dossier de la répartition des migrants et réfugiés par quotas dans l'ensemble des pays de l'UE sur la table. Leurs intérêts et relations avec la Turquie ne divergent pas autant que ce que l'on imagine. Tout d'abord, cette entreprise enverrait un message positif à la Turquie en ce qu'un compromis est recherché pour améliorer la situation des Turques, des Grecques, mais aussi des Italiens, des Espagnols...de tous finalement. Enfin, il faudra bien un jour ou l'autre parvenir à un accord ou les crises migratoires multicausales et dont celle-ci sont et seront de plus en plus imbriquées les unes aux autres (guerres, famines, climat entre autres) nous y obligeront. Mais dans ce cas, il sera déjà bien tard pour les réflexions, les discussions ... Que répondre lorsque les enfants d'aujourd'hui et de demain parleront d'acte manqué ?

Sanctionner mais pas que

Il est indéniable que la Président Erdogan est en difficulté sur la scène politique turque et que le pays connaît actuellement une crise économique assez lourde. Pour pallier ces difficultés, Recep Tayyip Erdogan semble essayer de prendre l'UE et notamment la France d'Emmanuel Macron pour bouc-émissaires et vouloir utiliser la scène internationale pour étendre son influence hors des frontières turques : en Méditerranée mais aussi en Syrie, en Libye. « Ankara veut notamment s'imposer dans la ruée vers les hydrocarbures et s'affirmer comme première

puissance en Méditerranée orientale » indiquait *Le Monde* le 11 août 2020.

Sanctionner, pourquoi pas. Le 11 décembre 2020, l'Union européenne a d'ailleurs pris des sanctions qui visent uniquement les responsables des opérations d'exploration gazière en Méditerranée. Mais il faut éviter l'escalade et l'enchevêtrement des sanctions contre la Turquie. Au contraire, l'UE devrait proposer à la Turquie des partenariats, par exemple sur des sujets où les intérêts divergent peu, voire convergent comme arrêter le conflit en Syrie ou en matière de sécurité énergétique, par exemple.

Quand bien même l'on signifierait à la Turquie que l'adhésion n'est pas ou plus possible, il faut aussi reconnaître officiellement que l'Europe ne peut avancer sereinement sans des partenaires comme la Turquie. Par le passé, les destins de la Turquie et d'autres pays européens furent étroitement liés. Cela reste vrai aujourd'hui. Il faut en prendre conscience et le marteler à Recep Tayyip Erdogan.

Enfin, si les provocations turques ne s'estompent pas, reste la voie classique en diplomatie : celle des sanctions politiques et économiques graduelles. Mais il faut ici bien veiller à ne pas trop se gargariser des éventuelles sanctions européennes émises contre la Turquie. Il ne faudrait pas que tous ces appels de ceux qui rêvent de l'Europe puissance (sans savoir comment y procéder ni participer vraiment à l'édifice) ne s'auto-complimentent d'une avancée en la matière du seul fait que l'UE sanctionnerait la Turquie.

De toutes les manières, en ce qui concerne des sanctions, il n'existe pas d'accord non plus entre les États-membres de l'UE. Cependant les sanctions ne constituent pas l'unique champ des possibles. En ce sens, Pascal Boniface, géopolitologue, interviewé par *Toute l'Europe* le 14 octobre 2020 a déclaré : « Très souvent les sanctions, surtout si elles sont seulement européennes ou seulement occidentales, ne parviennent pas à dégager une solution et aggravent encore plus le problème, voire sanctionnent ceux qui les prennent et non pas ceux qui les subissent ».

Le parti pris ici est de ne pas davantage diaboliser un acteur plus qu'un autre. Il s'agit plutôt d'appeler à réfléchir sur les restructurations internes abordées et nécessaires à l'UE. De ces réformes internes pourrait naître une politique extérieure plus influente et surtout plus efficace pour l'UE et ses partenaires aujourd'hui considérés comme une menace.

Enfin, par le passé, les destins de la Turquie et d'autres pays européens furent étroitement liés. Quid du formidable regard du peuple turc vers l'Ouest ou de la fascination des européens pour la réflexion et la pratique politique de Mustafa Kemal Atatürk ?

Un peu d'histoire pour un rapport un peu plus heureux au présent.

Benjamin Dagot est résident de la Maison du Portugal - André de Gouveia. Après des études de droit et en langues étrangères qui lui ont permis de vivre dans plusieurs pays européens, il est actuellement étudiant en M2 affaires européennes à l'Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3. Il est également rédacteur de Cité Unie.

L'expérience psychédélique : un coup de pied dans la fourmilière du Soi

Par Adam Amrani et Federico Seragnoli

Les psychédéliques et leur utilisation thérapeutique connaissent une nouvelle renaissance. Une révolution dans le champ de la santé mentale ?

Imaginez le chemin que prend l'information dans votre cerveau comme une trace de luge dans la neige. Plus l'on prend certains chemins, plus ceux-ci seront renforcés et facilement empruntés depuis le haut de la colline. C'est par ce biais que nous construisons des filtres de perception et de traitement émanant d'habitudes neuronales se renforçant elles-mêmes et ordonnant notre monde subjectif. Les substances psychédéliques agissent comme disrupteurs de cet ordre en appliquant une couche de neige fraîche sur l'ensemble de la colline, ce qui permet à l'information d'emprunter des chemins inédits et de connecter des zones du cerveau ne communiquant habituellement pas (voir illustration).

Bien que l'ordre hiérarchique cérébral soit nécessaire à notre survie, il débouche souvent sur une organisation contre-productive pour la personne. L'expérience psychédélique permet donc de s'extraire temporairement de cette organisation spécifique dans une explosion de diversité neuronale.

L'intégration de cette expérience mène à reconsidérer des pensées, affects et croyances, rendant possible des changements tant rapides que profonds.

Les substances psychédéliques et leur potentiel thérapeutique

Les drogues psychédéliques, ces substances souvent associées à une utilisation récréative dans les milieux de la contre-culture américaine des années 1960, sont de plus en plus employées en laboratoire pour chercher de nouvelles pistes de traitement. Les scientifiques redécouvrent ce que beaucoup considèrent comme l'étonnant potentiel thérapeutique de ces substances pour un large éventail de problèmes psychiatriques. Une récente vague d'intérêt a ainsi captivé toute une nouvelle génération de chercheurs, d'aficionados et d'investisseurs, entraînant dans son sillage une certaine méfiance à l'égard de promesses pouvant sembler un peu trop belles pour être vraies.

La recherche psychédélique n'est pas sans précédent. Nous assistons à la renaissance d'un domaine qui a prospéré il y a plusieurs décennies, à partir de 1943, lorsque le chimiste suisse Albert Hofmann synthétisa le LSD et découvrit ses propriétés psychoactives extraordinairement puissantes tandis qu'il cherchait un stimulant respiratoire. Alors que les substances hallucinogènes sont utilisées par des nombreuses cultures depuis des millénaires dans le cadre de rituels, ce n'est pourtant qu'après la révélation d'Hofmann qu'elles firent l'objet de vastes recherches scientifiques. Tout au

long des années 50 et 60, des centaines d'expériences psychédéliques furent menées, impliquant des dizaines de milliers de patients. Ces recherches furent appliquées à un large éventail de problématiques comme la dépression, les syndromes post-traumatiques, ou l'alcoolisme.

À partir de 1960, les psychologues de Harvard Timothy Leary et Richard Alpert ont mené des expériences peu orthodoxes sur les hallucinogènes pour finalement les promouvoir comme étant des agents d'élargissement de la conscience devant être accessibles à tous. Le LSD s'échappe alors de la sphère du laboratoire et se répand rapidement parmi la jeunesse américaine, contribuant à certains des bouleversements politiques et culturels des années 60 et, selon certains, menaçant l'ordre social. Cette drogue est alors décrite comme un déclencheur de manie et de violence, et Hofmann finit par déplorer qu'une « utilisation incorrecte et inappropriée a fait du LSD mon enfant à problèmes ». Ainsi, au début des années 1970, l'ensemble du domaine de recherche est fermé, le reléguant aux archives de l'histoire de la psychiatrie.

La Renaissance

Il a fallu attendre 2007 pour qu'un essai clinique sur les psychédéliques soit à nouveau approuvé, en Suisse, suite à près de 40 ans de prohibition. Deux ans plus tard aux USA, la Food and Drugs Administration (FDA) suit le mouvement et valide des protocoles de recherche sur le potentiel du LSD dans le traitement de l'anxiété. La FDA accorda par trois fois le statut de « Breakthrough Therapy » à la MDMA et à la psilocybine (principe actif des champignons hallucinogènes). Cela a permis une accélération de la recherche à leur sujet au vu de leur grand potentiel thérapeutique, notamment pour les syndromes post-traumatiques (PTSD) et les dépressions résistantes aux traitements respectivement.

Depuis, initiatives et acteurs se développent et contribuent à l'expansion explosive du domaine. La Multidisciplinary Association for Psychedelic Studies (MAPS), l'institution instigatrice des essais cliniques sur la MDMA dans le cadre du traitement des syndromes post-traumatiques, vient d'achever la collecte des 60 millions de dollars nécessaires à la complétion de la dernière phase des essais cliniques. Une fois les résultats validés, la possibilité de prescrire une thérapie assistée par psychédélique deviendra très probablement une réalité, entraînant dans son sillage la nécessité de proposer des formations, ainsi que de considérer les implications théoriques et pratiques des substances psychédéliques dans le champ de la santé mentale.

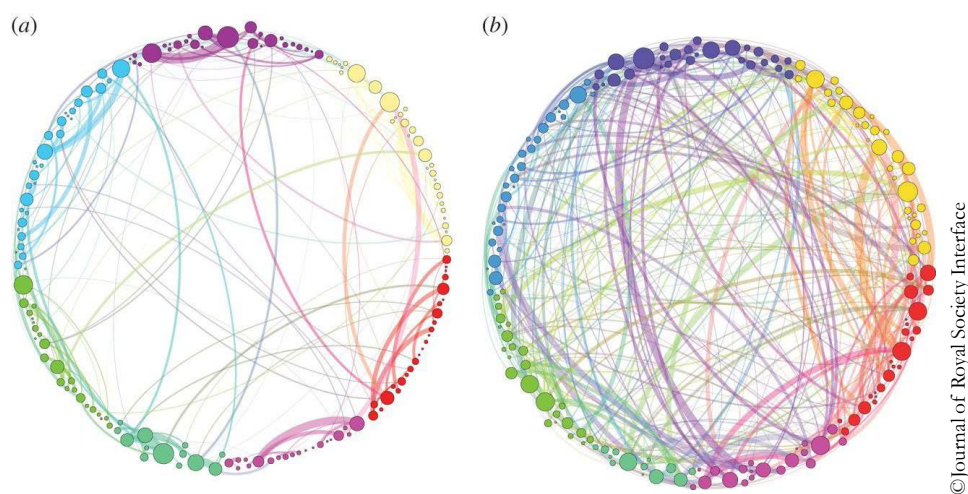


Illustration des connexions neuronales détectées avec placebo (a) ou psilocybine (b)

Des promesses de plus en plus fondées

Les travaux en cours visent à appliquer les normes de rigueur scientifique les plus strictes. Dans un domaine se rapprochant parfois inconfortablement du mysticisme et s'étant fortement appuyé sur des rapports subjectifs, réintroduire une rigueur scientifique maximale est en effet primordial pour démontrer la validité des résultats, en particulier face à un public, scientifiques compris, empreint de préjugés. Cette rigueur s'accompagne aujourd'hui de résultats cliniques parfois révolutionnaires, eux-mêmes contribuant à la construction bienvenue de nouveaux paradigmes quant à la compréhension de l'expérience humaine, de la santé mentale et de son substrat neurologique.

Une méta-analyse compilant les résultats d'essais cliniques randomisés en double aveugle contre placebo évaluant l'efficacité de la thérapie assistée par psychédélique fut publiée dans le *Journal of psychoactive drugs* en 2020. Les analyses montrent une taille d'effet de ce mode d'intervention supérieure aux autres types d'interventions pharmacologiques et thérapeutiques pour quatre troubles : syndrome post-traumatique, anxiété associée à des maladies menaçant la vie, dépression unipolaire et anxiété sociale chez des adultes autistes. Le potentiel des substances psychédéliques semble important pour de nombreux autres troubles en cours d'étude.

Prenons l'exemple des patients présentant des traumatismes majeurs. Ceux-ci sont particulièrement rigides dans leurs rapports à cette part d'eux-mêmes. A tel point qu'il est souvent impossible pour eux d'en parler sans déclencher une crise d'angoisse empêchant toute évolution. La MDMA intervient alors en réduisant la réponse de stress à l'évocation de souvenirs douloureux tout en favorisant des réactions émotionnelles et intellectuelles inédites. Le Dr. Saj Razvi, psychothérapeute et examinateur des essais cliniques sur la MDMA de la MAPS a assisté à des centaines d'heures de sessions thérapeutiques avec de tels patients. Il souligne qu'elles peuvent être extrêmement éprouvantes bien que cela soit souvent nécessaire pour amener des évolutions émotionnelles qui, sans cela, prendrait un temps considérable à concrétiser.

L'expérience en elle-même ne suffit pas à des changements durables. C'est pourquoi l'intégration de cette dernière, encouragée et guidée par un thérapeute, est toute aussi importante. Après la fin des essais de phase 2 des traitements assistés par la MDMA en 2017, les chercheurs ont constaté que 54 % des patients ayant pris de la MDMA avaient vu leur état s'améliorer au point de ne plus correspondre au diagnostic de syndrome post-traumatique (contre 23 % dans le groupe contrôlé). En outre, les effets bénéfiques du traitement semblaient augmenter plutôt que

de diminuer avec le temps. Un an plus tard, le nombre de personnes qui n'étaient plus atteintes de PTSD était passé à 68 %.

L'expérience psychédélique et sa portée thérapeutique viennent mettre en évidence l'importance de la confrontation de l'individu avec son monde émotionnel, si éprouvante qu'elle soit, prenant à contre-pied la tendance majoritaire actuelle en pharmacothérapie qui consiste à réduire les symptômes des patients de manière à les rendre plus ou moins fonctionnels. Une telle prise en charge permet certes aux patients d'évoluer en société avec une certaine autonomie, mais elle se fait au prix d'une dépendance à des substances dont les effets adverses ne sont pas négligeables, et impliquant une difficulté accrue à pouvoir initier une évolution affective profonde et porteuse de sens.

Le miracle est-il sans risque ?

Bien que les psychédéliques présentent un important potentiel pour nombre de problématiques, leur utilisation systématique n'est pas sans risque et aucune expérience psychédélique n'est à prendre à la légère. Ces substances, quasiment sans potentiel addictif et dénuées d'effets neurotoxiques, peuvent cependant précipiter des états aggravant largement le cas des personnes les consommant.

En plus d'un potentiel risque de précipiter des états psychotiques pour les personnes prédisposées, l'expérience psychédélique peut s'avérer contre-productive voire traumatisante lorsque le cadre proposé n'est pas adapté ou que la personne n'est pas prête à voir une partie de son monde représentationnel s'effondrer. De là sont nés les concepts de « Set » et de « Setting » qui sont à la base de la préparation d'un patient à l'approche de son expérience. Le premier renvoie à l'état d'esprit, l'état émotionnel et les attentes de la personne, tandis que le second renvoie à l'environnement physique et social au sein duquel le « trip » prend place. Comme pour toute personne souhaitant utiliser de telles substances dans un cadre récréatif, le thérapeute doit s'assurer que les conditions internes et externes soient optimalement adaptées à la personne sur le point d'entrer dans le monde surprenant qu'est le monde psychédélique.

Adam Amrani et Federico Seragnoli sont co-fondateurs de PALA : « Psychedelics Association of Lausanne for Awareness », première association universitaire de son genre en Suisse. Adam est étudiant en master de psychologie. Federico est psychologue et travaille actuellement à Genève dans le cadre de recherches cliniques sur le LSD.

Être volontaire, c'est se déclarer pour l'humanité circulaire

Par Benjamin Dagot

Le volontariat permet de ne pas garder pour soi ses compétences, connaissances, savoirs être mais de les faire circuler aux bénéfices d'autres personnes tout en prenant à son tour ce qu'elles ont à donner. Une expérience très positive et pourtant pas toujours valorisée parmi celles et ceux qui exercent le métier d'étudiant. Petit tour d'horizon motivationnel.

Être ou avoir été volontaire est lourd de sens et mérite que l'on s'arrête un instant sur ce mot. Tout d'abord être volontaire est un état actif. Il résulte d'un acte de volonté, par définition non contraint. Une personne volontaire est donc celle qui fait preuve de liberté et de volonté. En résumé, être volontaire, c'est faire ce que l'on veut de son temps, un luxe bien contemporain.

Dans le quotidien, les amis volontaires valent de l'or. Ils vous aideront à préparer ce repas pour ces 10 personnes. Ils iront vous faire un café, même vous l'apporter alors que vous avez une gueule de bois après avoir traîné trop longtemps dans la cuisine de votre maison, ou jadis aux soirées du mercredi à la Mina. Ces amis font preuve de volontariat : d'action, d'engagement, d'aide, d'altruisme, de générosité de leur temps. Au-delà du cercle d'amis pourquoi ne pas être volontaire, pas loin de la maison, dans la ville, dans la région ou hors du pays, du continent ? Essayons ici d'apporter quelques éléments de motivation.

Tout d'abord, les programmes de volontariat constituent une formidable opportunité pour apprendre, enseigner, interagir, s'améliorer, se différencier. Le monde offre d'innombrables occasions d'être volontaire : défis de l'éducation, de l'information, de l'environnement, de la migration, de la faim et de la pauvreté, de l'exclusion, de l'isolement.

Si certes la situation épidémique ne permet pas de partir loin de chez soi, ces défis sont devant nous, littéralement. N'est-ce pas dans l'ADN de la CIUP d'être responsable sur les plans environnemental et social ? Des migrants n'ont-ils pas planté leurs humbles tentes à l'arrière de la maison du Portugal ? Des sans-abris ne mendient-ils pas dans le RER juste de l'autre côté du trottoir ? Dans ce contexte de crise sanitaire et sociale, des étudiants de la CIUP ne sont-ils pas précaires ou sur le fil de la précarité ?

N'existe-t-il pas des initiatives étudiantes dans cette CIUP ? Quid des dizaines sinon centaines d'ONG basées à Paris ?

Les occasions ne manquent pas et le volontariat est magique. Avec lui rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme. Ce que vous donnez de temps, d'énergie, d'expériences, de connaissances, de quelque manière que ce soit, vous le recevez en retour.

Pour les étudiants internationaux, le volontariat peut permettre d'apprendre la langue de l'endroit où nous nous trouvons. Les universités et écoles parisiennes n'offrent pas toujours un terrain d'apprentissage idéal du français. C'est bien dommage car la langue conditionne un indéniable chemin d'accès, privilégié, à une culture et à sa compréhension. On peut toujours comprendre plus ou

moins une langue étrangère mais s'exprimer est souvent plus difficile.

De manière plus intéressée, être volontaire peut être un bon pari pour votre propre avenir. Concrètement, vous pouvez aussi apprendre la langue locale dans un but d'amélioration de votre employabilité : vos efforts interculturels, de tolérance et de persévérance, nécessaires à l'apprentissage de nouvelles exigences linguistiques seront valorisés. Dans le futur, même si la langue n'est pas indispensable pour le poste, l'on reconnaîtra les heures de travail acharné et la bravoure dont vous avez fait preuve. Imaginez si cette maîtrise linguistique s'est patiemment formée lors d'une mission de volontariat. Bingo ! You get the job.

La plupart des étudiants quittent l'université avec peu ou pas d'expérience de travail. De ce point de vue, l'année 2020 a été une année quasi blanche pour beaucoup. Plus que jamais, le volontariat constitue un moyen efficace de se forger des premières expériences et réseaux.

Pourquoi cette période de confinement ne vous permettrait-elle pas de préparer une mission de volontariat à l'étranger ? Une manière d'utiliser le temps du confinement pour contourner le problème de l'emploi en préparant un projet pour plusieurs mois. A titre d'exemple, l'Union européenne a créé de nombreux programmes de volontariat tels "European Solidarity Corps".

Les missions de volontariat sont aussi des terrains propices pour apprendre à gérer une diversité, ce sont des espaces de dialogues par excellence. Sans dialogue, impossible de développer des projets. La réussite des missions de volontariat, comme en administration ou en entreprise, résident en quelques principes tels la prise de recul des différents volontaires, le respect du temps de parole de l'autre, le partage des décisions. On y apprend en fait à communiquer pour avancer. Un élément précieux pouvant servir une personne dans ses études, son travail.

Finalement, être volontaire, c'est faire le pari de donner et recevoir différemment qu'à l'université. C'est faire le choix de l'expérience qui ne peut s'acquérir qu'en vivant pleinement. Et on en a bien envie en ce moment ! Le volontariat, c'est l'occasion de prendre ce qu'on n'a pas et de donner ce qu'on a. Il permet de ne pas garder pour soi ses compétences, connaissances, savoirs être mais de les faire circuler aux bénéfices d'autres personnes tout en prenant à son tour ce qu'elles ont à donner. Le volontariat permet de devenir un "passeur" de ses connaissances, compétences, savoir-faire et savoir-être plutôt qu'uniquelement les produire et consommer pour soi.

C'est en quelque sorte une humanité circulaire.

La surveillance numérique en temps de pandémie

Par Ana Cristina Aguilar Viana

La prise en charge de la santé publique est une obligation des gouvernements et vise à la protection des droits fondamentaux. Face à la crise sanitaire actuelle, les technologies numériques présentent de nouveaux moyens de contrôler la propagation du virus. Comme les États s'en servent, cela questionne la manière avec laquelle les gouvernements limitent les libertés individuelles.

La pandémie du Coronavirus a mis en évidence des situations délicates concernant la limitation des libertés individuelles. Les stratégies de traçage adoptées par les États sont diverses et le degré de surveillance varie. Le suivi peut se faire par GPS, Bluetooth ou même par reconnaissance faciale. La localisation géographique - le moyen de surveillance le plus fréquent - permet de suivre le mouvement des personnes, d'identifier les zones de forte densité et à risque, voire d'établir des mesures de confinement globales ou individuelles.

La Chine, première nation à pâtir du Coronavirus, disposait déjà avant la pandémie d'un logiciel technologique développé par le gouvernement à partir d'un système de classement de ses citoyens, appelé Sésame Crédit. Pendant la pandémie, Alipay, une filiale du géant numérique Alibaba, a développé sa propre application en coopération avec plusieurs provinces et la police. Se basant sur le système Sésame Crédit, l'application affiche un QR-code coloré qui indique le risque de contamination et qui détermine ainsi le niveau de liberté des citoyens chinois (du vert au rouge). Dans de nombreuses villes, la présentation de ce code est obligatoire. C'est avec ce code que les citoyens peuvent quitter leur domicile, utiliser les transports publics, ou encore entrer dans des restaurants ou des marchés. Le système Alipay ne calcule pas seulement le risque de contamination, mais les données sauvegardées par l'application sont également partagées avec la police. À Hong Kong, un capteur est placé sur le poulx des personnes en quarantaine : StayHomeSafe est l'application qui surveille la localisation des citoyens. Si une personne dépasse les limites autorisées, une alerte est déclenchée.

En Europe, la plupart des pays ont également testé des mécanismes de suivi : en Pologne, le gouvernement demande l'envoi de selfies pour la surveillance ; en République tchèque, l'application de suivi des contacts eRouska accède via Bluetooth à la géolocalisation, au service de cartographie locale ainsi qu'aux relevés bancaires et téléphoniques.

En Autriche, l'application StoppCorona-App a été développée par la Croix-Rouge locale et permet, via le Bluetooth, l'enregistrement des contacts sociaux et alerte les utilisateurs en cas de dépistage positif. En Allemagne, l'application Corona-Datenspende fonctionne au moyen d'un bracelet qui enregistre les signes vitaux de la personne (rythme cardiaque, comportement pendant le sommeil, activité, température corporelle, etc.). Encore plus utilisée, l'application Corona-Warn-App est un projet open source qui permet, à l'aide d'un Exposure Notification System et de Bluetooth, de détecter des contacts sociaux afin d'alerter les cas contact de personnes « positives ».

En France, la première application française contre la propagation du virus a été nommée ironiquement StopCovid Analytica par un collectif d'experts du numérique, en analogie avec le scandale de Cambridge Analytica pendant les élections présidentielles aux États-Unis en 2016. Cette entreprise, par le biais d'une application présentée sous la forme d'un questionnaire psychologique, traçait des données non autorisées pour identifier les comportements des gens et pour influencer leurs décisions politiques. Dans une tribune dans *Le Monde* du 25 avril 2020, trois auteurs de ce collectif constatent que l'application française présente de nombreuses similitudes avec Cambridge Analytica.

Afin de jeter les bases pour de bonnes pratiques quant à l'utilisation de ces applications technologiques, David Lyon, directeur du Centre d'études de surveillance au Canada, souligne que la notion de liberté civile nécessite des garanties claires et des limites convenues.

Sans doute, l'utilisation généralisée des données à des fins de contrôle sanitaire met en danger les institutions démocratiques et les garanties individuelles acquises par l'État de droit. Tout d'abord, il n'y a aucune garantie que les données utilisées aujourd'hui à des fins de sécurité ne seront pas utilisées plus tard à d'autres fins. De plus et déjà aujourd'hui, la surveillance commence à modifier les comportements des gens en ce qu'elle établit des formes de contrôle qui incitent les gens justement à adopter des comportements qui restreignent leur liberté. De ce fait, il est bon de se rappeler la citation de Benjamin Franklin : « Toute société qui renonce à un peu de sa liberté pour avoir un peu plus de sécurité ne mérite ni l'un ni l'autre, et finira par perdre les deux ».

La multitude d'applications de suivi des personnes utilisées dans plusieurs pays montre que la limite de l'action étatique sur les libertés des personnes reste sensible. L'exemple le plus draconien est celui de la Chine, où le droit des citoyens à se déplacer est soumis à la présentation de QR-Code. En revanche, le partage de ces données avec la police révèle que le contrôle peut persister même après l'épidémie, et être utilisé à des fins au-delà de la lutte contre le virus.

Brésilienne, Ana Cristina Aguilar Viana est doctorante en Droit Public et Fiscal à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Droit de l'État à l'Université Fédérale du Paraná – Brésil. Sa recherche se concentre sur le droit public numérique et les études sur le genre. Elle est également avocate, enseignante et activiste. Actuellement, elle est résidente à la Maison du Brésil.

Engagez-vous avec Cité Unie !

In these difficult times, our paper aims to animate the campus life that has suffered during the last months. We are looking for new members for our small editorial team, currently made up of five residents.

Editor

Participation in the meetings, magazine's life, writing articles

Illustrator

Cover, illustrations of articles, caricatures, comics

Photographer

Photo to go with an article, photos for our facebook page and website

It is also possible to propose your external contributions. Don't wait, send us your proposition for a contribution for our next edition : article maximum 800 words until the 14th of March 2021 at info@citeunie.org.



www.citeunie.org



www.facebook.com/citeunie

En ces temps compliqués, notre journal a la volonté d'animer la vie de campus qui a si souffert ces derniers mois. Nous recherchons de nouveaux membres pour faire grandir notre équipe de rédaction, actuellement composée de cinq résident.e.s..

Rédacteur.trice

Participation aux séances de rédaction, à la vie du journal, rédaction d'articles

Illustrateur.trice

Couverture, illustration des articles, caricature, bande dessinée

Photographe

Photo qui accompagne un article, photos pour notre page Facebook et site web

Il est aussi possible de nous proposer vos contributions externes. Envoyez-nous vos articles par mail pour la prochaine édition papier : article (français ou anglais) de maximum 800 mots à nous envoyer jusqu'au 14 mars 2021 à info@citeunie.org.



La rédaction Cité Unie 2020-2021